2,50 F
BELGIQUE : 20 FB
LUXEMBOURG : 20 FLUX
MAROC : 2,80 DH

Combat

SOCIALISTE

N° 79
MERCREDI 17 JUIN 1981

Dans ce numéro :

Lionel Jospin
premier secrétaire du PS
(PAGE 3)

Jack Lang
ministre de la Culture
(PAGE 13)

Marcel Debarge
secrétaire d'Etat à la Formation professionnelle
(PAGE 5)

PRINTEMPS SOCIALISTE A PARIS

Sur les trente et un sièges de l'Assemblée nationale dévolus à Paris, les socialistes n'en détenaient que deux. Ils peuvent espérer en obtenir douze dimanche prochain. L'hégémonie conservatrice a d'ores et déjà pris fin malgré l'absence, pour la première fois dans l'histoire de la capitale, d'élus communistes.

(PAGE 4)



La cérémonie du souvenir à Jérusalem

Plus de sept mille survivants des camps de concentration hitlériens, venus de trente pays, sont réunis à Jérusalem jusqu'à jeudi prochain. Ils s'étaient juré, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, de se retrouver en hommes et en femmes libres. Une survivante de la barbarie nazie jette une rose sur le monument édifié à la mémoire des juifs. (Photo AP)

Baccalauréat : 365 000 candidats à l'épreuve

(PAGE 11)

Défense : les premières mesures de C. Hernu

(PAGE 16)

Messieurs les censeurs...

JEAN LECANUET a été scandalisé. Et il l'a dit. Cause de ce haut-le-cœur? L'intervention, dimanche soir, de Gaston Defferre sur les ondes. Le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation ne s'en est pas tenu, en effet, à un exposé de résultats et de statistiques; mandaté par le premier ministre pour parler au nom du gouvernement, il s'est livré à une véritable analyse politique, a expliqué les raisons du succès socialiste et a appelé les électeurs à confirmer, dimanche prochain, leur confiance au président de la République et à l'équipe gouvernementale.

Le président de l'UDF aurait voulu que Gaston Defferre se contentât d'arithmétique électorale. Le voilà outré parce qu'il se retrouve en face d'un ministre... qui fait de la politique et qui a l'audace de ne s'en point cacher. Jean Lecanuet préférait la méthode des ministres sortis qui, sous couvert de la neutralité mathématique, arrangeaient tellement bien leurs statistiques qu'ils parvenaient à transformer les débâcles en triomphes. On se souvient encore comment le ministre de l'Intérieur de 1977 avait tenté de camoufler la victoire de la gauche aux élections municipales.

QUE Jean Lecanuet ait subitement retrouvé de la vertu pour ses indignations, on ne s'en étonnera pas. On est, en revanche, davantage surpris que *le Matin* embouche la même trompette. Il écrit, en effet, dans son « point de vue » du 16 juin : « *Gaston Defferre a-t-il, dimanche soir, en confondant — comme aucun de ses prédécesseurs ne l'a jamais fait — sa fonction de ministre de l'Intérieur avec sa nature de militant socialiste, donné le ton et le style du septennat? Ce serait, dans sa forme la plus bonapartiste, le retour à un système tel que la France l'a vécu sous le général de Gaulle. On n'est jamais trop vigilant devant des signes — d'où qu'ils viennent et quels qu'ils soient — qui témoignent d'une certaine arrogance du pouvoir.* »

Raymond Marcellin, Michel Poniatowski et Christian Bonnet vont se trouver très heureux de l'hommage ainsi rendu à leur talent.

NOUS voilà donc devant un pouvoir arrogant parce qu'un ministre, socialiste, a l'outrecuidance de dresser un premier bilan de l'action gouvernementale et d'inviter les électeurs à aider le président de la République et le gouvernement à poursuivre l'action entreprise.

Que veut-on donc? Des ministres aseptisés, gestionnaires muets d'un héritage délabré, qui devraient, parce que membres du gouvernement, oublier leur « nature de militants socialistes »? Le président de la République était premier secrétaire du Parti socialiste et c'est ce président-là que les Français ont choisi en toute connaissance de cause; la majorité des ministres, et le premier d'entre eux, sont socialistes; le groupe socialiste sera le plus nombreux dans la prochaine Assemblée. Tout cela n'est pas dû au hasard, mais à la volonté, démocratiquement exprimée, des électeurs.

La nouvelle Assemblée n'est pas encore élue que, déjà, les censeurs montent en ligne. Voilà François Mitterrand, qui fut pourtant d'une exemplaire discrétion pendant cette campagne, transformé en nouveau Bonaparte.

Oublions notre nature de militants... et, demain, nous serons invités aussi à oublier le socialisme.

Claude GAULT

LETTRES OUVERTES

VU DE BRETAGNE

«Sapré» remembrement

EN août dernier, je dis à ma femme : « *Veux-tu visiter Coatlec'h ? Mes grands-parents y ont autrefois tenu une petite ferme.* » Elle opina sans enthousiasme, en évitant de répéter le nom. Dans une bouche étrangère, ces *c'h* bretons, c'est un coup à se déchausser une dent.

Moi, je me rappelais le Coatlec'h de mon enfance. On y accédait par une espèce de tunnel vert, qui serpentait avec fantaisie entre deux talus plantés de grands noisetiers. Nul risque d'insolation en été. Les mois noirs en revanche vous transformaient certains coins en fondrières. Un oncle de Paris, un riche, qui possédait une auto, y était une fois resté embourbé. Il avait fallu deux chevaux pour le sortir de sa fâcheuse position. A l'époque, dans le pays, seuls le docteur, le notaire et les châtelains possédaient des *kirri-tan,* ces *chars à feu.*

Nous partons donc dans notre moderne « *voiture à feu* ». S'il n'y avait pas eu la pancarte : « Coatlec'h », je me serais égaré. Je ne reconnaissais rien : plus un talus, plus un noisetier ; après la moisson, des champs aussi nus qu'un aérodrome ; des chemins goudronnés qui singeaient les nationales.

Je ne pouvais pas toutefois manquer Coatlec'h, un hameau avec quatre ou cinq maisons : la route n'allait pas plus loin. Le ronflement du moteur fait surgir sur le seuil d'une ferme un gars assez jeune, le front labouré de rides. Je suivais son regard. Pas besoin d'être profond psychologue : il lisait le numéro matricule, qui n'appartenait ni aux Côtes-du-Nord, ni aux départements voisins. Il se demandait : « *D'où est-ce qu'ils sortent, ceux-là ? Qu'est-ce qu'ils viennent fiche ici ?* » Autrefois, le type se serait avancé et aurait dit : « *Ur banne sistr po ? Naon p'eus ?* » (Tu veux un coup de cidre ? Tu as faim ?) Et il serait allé chercher le cidre, le pain et le lard de l'hospitalité. Encore quelques années, et il recevra l'étranger, comme dans certains films américains, avec un fusil chargé sous le bras.

Je suis sorti de notre « *voiture à feu* » et me suis avancé vers le compatriote. Je lui ai expliqué, en français (il ne comprenait pas le breton), que mes grands-parents avaient tenu une ferme ici, dans le temps. Je lui ai cité leur nom, leur prénon : *Fanch,* François et Anne-Marie. Alors, il s'est détendu :

« *Y a un vieux plus bas, qui a dû les connaître.* »

Le vieux en question semblait sorti du livre de Pierre-Jakez Hélias. Ses *botoù koad* (sabots de bois) claquaient sur le carrelage.

Oui, il les avait connus...

Mais eux, en revanche, ne s'y retrouveraient plus. Le bull a éventré toutes les bedaines des talus et abattu les arbres. L'Etat a versé de « saprées » subventions pour ça. On n'a même pas pris la peine de récupérer le bois pour le chauffage. D'accord, l'opération avait du bon, à cause des tracteurs et des moissonneuses-batteuses : les chemins n'étaient plus assez larges ; trop petites, les pièces de terre d'autrefois. Seulement, certains talus, certains arbres ne gênaient personne. Aujourd'hui, les cultivateurs commencent à se plaindre du vent. Ils redécouvrent que nos suroîts têtus ne sont pas, pour les cultures, des caresses de jeunes filles. Je me suis laissé dire que, dans plusieurs communes des bords de mer, l'Etat leur reverse encore des subventions. Pour reboiser ! Qui donc prétend qu'on n'est pas un pays riche ?

Tal HOUARN

AU JOUR LE JOUR

Maudits Anglais !

LES télés française et canadienne, pardon québécoise, ont uni leurs efforts pour accoucher d'un bon gros feuilleton, généreux et candide, un produit de pleine terre dont la fraîcheur peut se passer d'assaisonnement.

Certes, la première bouchée (le 12 juin à 20 h 30, sur A2), paraîtra un peu lourde. Il faut, durant une heure, patauger dans la neige à la suite du héros qui porte au cimetière la dépouille de sa femme.

Que ne l'enterre-t-il en chemin ? Ce n'est pas la place qui manque ! Mais non, Hyacinthe tient à faire les choses dans les formes et à ramener son épouse à la paroisse dont les Anglais les chassèrent quelques années plus tôt. Maudits Anglais ! A cause d'eux, le couple dut affronter la dure vie des bois. Seuls l'homme et le fils adoptif résistèrent à l'épreuve. Le téléspectateur refusera-t-il de la partager avec eux ?

A l'arrivée au village, hésite à épouser. A nouveau, il choisit la solitude des forêts. Patience, il en reviendra, retrouvera sa compagne, et, scandalisé par la misère des paysans, se joindra aux *Fils de la Liberté* pour bouter les Anglais hors du Canada. Y parviendra-t-il ? Sera-t-il pendu ? Vous le saurez au terme du sixième épisode. Entre- temps, vous aurez bravé les loups, dévalé les torrents, tiré la langue (ou la carabine) aux soldats de la Majesté Victoria.

par Gabrielle ROLIN

En 1837, date à laquelle se déroule cette histoire, on comptait plus d'un demi-million de Canadiens français pour 150 000 Anglais qui tenaient pourtant le haut du pavé et s'appropriaient les meilleures terres. Mais jamais ils ne réussirent à laver le cerveau des Bretons, Normands, Poitevins. On peut s'étonner de la fidélité farouche de ces colons-colonisés pour une mère patrie qui les avait vendus. Sans doute la férocité des occupants n'encourageait-elle pas l'assimilation. Spoliés, pressurés, humiliés, et peu doués pour les langues étrangères, les paysans-bûcherons virèrent progressivement à gauche. « *Il n'y a aucune raison pour que la terre n'appartienne pas à ceux qui prennent la peine de la cultiver* », déclarait Hyacinthe à son procès. Voilà une vérité qui chauffe encore les oreilles des uns et le cœur des autres.

• *A2, les vendredis et samedis du 12 au 27 juin, à 20 h 30.*

Une lettre venue de l'Equateur

J'espère que cette nouvelle présidence sera pour tous les Français cet élan indispensable au maintien d'une culture en décadence, usée, et qui commençait à être refoulée même par les pays du tiers monde, ou dits sous-développés. Il était grand temps. Finis les diamants, finis les voyages en Concorde jusqu'à Santiago du Chili pour pêcher. Pour nous, ici, ce fut une fête, et nous nous sommes réunis avec des amis chiliens, exilés politiques bien entendu.

Alain
Equateur

La preuve de l'honnêteté

Il est un grand coupable, toujours à l'affût, avec lequel il faut compter, surtout quand il se déchaîne après un combat perdu. C'est le capitalisme.

Pour lui, tous ceux qui s'opposent à sa domination éhontée, à ses trafics de tous ordres, aux spéculations sans frein, générateurs de conflits et de violences, sont à abattre.

Il en est qui, naïvement, se croient liés à lui, dès qu'ils se sont élevés à un certain niveau grâce à leur mérite, à l'esprit d'économie ou au crédit.

Aujourd'hui, après un tel bilan, bien des yeux se sont déssillés. Ils seront légion, ceux qui ont et auront une vision nouvelle de la vie en société.

Alors tomberont les « grands principes » qui nous ont si longtemps trompés.

Le socialisme fera la preuve de l'honnêteté qu'il porte en lui. De son désir d'unir les hommes depuis toujours abusés et divisés.

Il ne restera plus qu'à assurer à chacun de quoi vivre honorablement avec tous les moyens que nous offrent les techniques dont les possibilités s'ouvrent en tous domaines.

Dès ce moment qui se situera après les scrutins, nous ferons tous les jours la preuve que le capitalisme est responsable au surplus d'un retard énorme dans la poursuite de ce même progrès qui n'allait de pair qu'avec son propre intérêt.

Un tel égocentrisme étalé au grand jour achèvera d'unir tous ceux qui, au coude à coude, travailleront dans l'enthousiasme à l'établissement d'une société en harmonie avec les temps modernes.

Paul Villeneuve
Haute-Garonne

Normal ?

Les infos sur Paris-Inter, 6 h 30, ce 10 juin.

Premièrement : du sport, la Transat en l'air, la Transat sur mer, le foot... le temps.

Deuxièmement : l'étranger... des faits divers (assassinat de deux militants RPR).

Troisièmement : un large extrait des élucubrations de Lecanuet, la veille, expliquant qu'il faut voter à droite vu les dangers des « socialo-communistes ».

Après on nous dit, sans aucune citation ni extrait, que François Mitterrand « *a tenu hier son premier discours depuis son élection* », disant qu'il fallait voter pour la gauche. C'est tout...

Ça continue. Est-ce normal?

A.A. Uçmann
Alpes-Maritimes

LES PETITES ANNONCES DE Combat

Tarif annonces classées

- Offres d'emploi : forfait 4 lignes ..... 75 F TTC
  ligne supplémentaire ..... 25 F TTC
- Demandes d'emploi : forfait 4 lignes ..... 35 F TTC
  ligne supplémentaire ..... 15 F TTC
- Immobilier, automobiles et divers :
  forfait 5 lignes ..... 100 F TTC
  ligne supplémentaire ..... 25 F TTC

La ligne comprend 32 lettres, signes ou espaces.
Pour toute annonce, prière de bien vouloir adresser le texte accompagné de votre règlement (chèque bancaire, postal) à : *Combat socialiste* P.A., 10, rue de Solférino, 75007 Paris.

Météo



Moins chaud

Températures en baisse sur l'ensemble du pays, mais le beau temps persistera. Des nuages sur le Centre et les Alpes. Mercredi, des orages dans la matinée dans le Sud-Ouest. Températures encore en baisse, mais beau temps pour la saison.

Rat-le-bol



ENTRETIEN AVEC LIONEL JOSPIN

«Le succès du premier tour n'est pas encore la victoire»

La victoire du 10 mai, tout comme celle que le PS est en droit d'espérer au soir du 21 mai, marque, selon Lionel Jospin, une *« rupture psychologique »*. Les Français se sont *« libérés »* de leurs peurs pour donner au président les moyens de sa politique.

A ceux qui s'inquiètent des conséquences politiques que pourrait avoir une majorité socialiste, le premier secrétaire rappelle la déclaration récente de François Mitterrand : *« J'avancerai, sans jamais me lasser, sur le chemin du pluralisme. »*.

— Ce que la droite tentait de limiter à la seule défaite de Valéry Giscard d'Estaing, lors de l'élection présidentielle, s'est confirmé comme la victoire du Parti socialiste. Quelles leçons en tirez-vous ?

— Que ceux qui pensaient que la victoire de François Mitterrand était d'abord la défaite de Giscard d'Estaing se sont trompés. Il y avait, à l'origine de cette victoire du 10 mai, un mouvement populaire profond qui mûrissait dans la société française. Et s'il y a eu phénomène de rejet à l'égard de Giscard, celui-ci n'a pu se produire que parce qu'un homme personnalisait le possible renouveau de la démocratie, l'élargissement des libertés, la relance de l'économie pour lutter contre le chômage et pour la justice sociale. Les résultats du 14 juin montrent que cet espoir, s'il n'osait s'exprimer avant l'élection présidentielle, était largement partagé. D'où le complet décalage entre les aspirations des Français et la campagne négative, hargneuse, à la limite de l'honnêteté, de la droite. MM. Chirac, Lecanuet, Chinaud apparaissent comme des hommes d'une époque rejetée, sans programme, sans projet. C'est, me semble-t-il, ce que les électeurs leur ont signifié.

— Des raisons invoquées de cette victoire : fait présidentiel, souci d'alternance, effondrement du Parti communiste, présence socialiste sur le terrain..., quelle est celle qui vous paraît la plus importante ?

— Je crois que, le 10 mai, il s'est produit une rupture psychologique, le rejet de toute une série de peurs entretenues par la droite. A partir de là, les Françaises et les Français se sont libérés. Ils apprécient l'action entreprise, sous l'impulsion de François Mitterrand, par le gouvernement de Pierre Mauroy, en conformité avec les engagements pris. Et ils se sont décidés à lui donner les moyens de sa politique par un vaste soutien parlementaire.

Nous avions dit : Si François Mitterrand gagne, il y aura un grand élan populaire. Il s'était manifesté dans la joie et dans le calme le 10 mai au soir. Il s'est confirmé le 14 juin dans le vote. Il doit prendre toute sa réalité le 21 juin, par la désignation d'une majorité socialiste et de gauche. C'est possible, mais il faut, pour cela, poursuivre une intense mobilisation.

Allons un peu plus loin. Si vous regardez l'évolution du vote en faveur de la gauche depuis dix ans, vous constaterez une montée constante dont le Parti socialiste est l'artisan essentiel*. Cette évolution tient sans doute autant à des raisons sociologiques, historiques et nationales qu'à de simples phénomènes électoraux.

— La majorité parlementaire absolue pour le Parti socialiste, que bon nombre de projections laissent présager à l'issue du second tour de ces élections, peut-elle modifier les choix du nouveau gouvernement quant à la présence de ministres communistes ?

— Le succès du premier tour n'est pas encore la victoire. Pour cela, il faut que chacun continue d'agir. La présence de ministres communistes au gouvernement dépend plus de la volonté des communistes de respecter le pacte, et la gauche sur lequel une majorité d'électeurs s'est prononcée, que des résultats des élections. François Mitterrand l'a déclaré : « J'avancerai, sans jamais me lasser, sur le chemin du pluralisme. » **Nous souhaitons, nous, socialistes, la plus large union possible autour du programme de François Mitterrand. Mais nous voulons aussi un gouvernement cohérent et solide.**



Lionel Jospin, au soir du premier tour, dans sa circonscription. (Photo Pascal Lebrun)

— Certains ont émis l'hypothèse que le PS pourrait faire des « cadeaux » en faveur des candidats communistes ?

— Un accord vient d'être signé entre les délégations du Parti socialiste et du Parti communiste. Conformément à l'accord du 4 juin, il appelle à voter pour le candidat de gauche placé en tête par les électeurs le 14 juin.

Il ne nous a rien été demandé, l'accord s'est fait très rapidement. Il doit permettre, dans chaque circonscription, de rassembler tous ceux et toutes celles qui veulent donner à la majorité présidentielle toute son expression parlementaire. Il ne faut pas chercher à masquer nos différends. La concurrence interne à la gauche a une valeur dynamique : qui peut aujourd'hui ne pas se féliciter de l'évolution actuelle du Parti communiste ? Qui peut douter que ces élections ont pour le « peuple de la gauche » valeur pédagogique ?

— Il reste une semaine de campagne. Elle est décisive. Que souhaitez-vous dire aux militants et aux électeurs socialistes et que leur direz-vous à l'issue du second tour ?

— Mobilisez-vous. Débattez. Entraînez sans relâche. Expliquez autour de vous l'ampleur et la signification, non seulement pour la France mais aussi pour l'histoire du socialisme dans le monde, d'une victoire massive de la gauche.

Ensuite : restez unis, attentifs, vigilents ; il n'est pas d'exemple, dans l'histoire, d'une victoire de la gauche que la droite ne cherche à contester. Le chemin ne sera ni facile ni forcément rapide. Soyez tenace et gardez confiance.

Propos recueillis par Jérôme BOUVIER.

* *Phénomène électoral mais aussi d'implantation, d'organisation, d'influence idéologique. Et, au sein de la gauche, il est des modifications que ces trois dernières années ont accentues*

RENCONTRE PS-PCF

Jean Poperen: «L'accord sera appliqué partout»

LES délégations du Parti socialiste et du Parti communiste qui se sont rencontrées, lundi après-midi à Paris, ont décidé, conformément à l'accord conclu entre les deux partis le 4 juin dernier, *« la mise en œuvre du désistement réciproque en faveur des candidats de gauche placés en tête par le suffrage universel »*.

Les deux délégations ont publié un texte commun dans lequel elles enregistrent *« avec satisfaction, au lendemain du premier tour des législatives, la confirmation du succès de la gauche aux présidentielles et la défaite de la droite »*.

Elles invitent *« leurs fédérations départementales, leurs candidats et leurs militants à appliquer dans toutes les circonscriptions concernées cet accord de désistement »*. Elles précisent que *« partout où des fédérations le souhaitent, des meetings communs ou autres initiatives pourront être décidés »*. Elles appellent les électeurs à *« se mobiliser pour prolonger et amplifier le courant du premier tour »* et à *« voter massivement pour le candidat de la nouvelle majorité présidentielle »*. Elles concluent : *« La victoire d'une large majorité de gauche, le 21 juin, permettra de poursuivre et de développer la politique nouvelle que les Françaises et les Français ont choisie en élisant François Mitterrand. »*

A l'issue de cette rencontre, Jean Poperen, qui présidait la délégation du Parti socialiste, nous a déclaré : *« C'est l'application de la règle classique du désistement, elle ne pose aucun problème à nos deux partis, l'accord sera appliqué partout. »*

Il a précisé : *« L'accord que nous avons conclu le 4 juin est non seulement un accord de désistement, mais il témoigne de la volonté de constituer une majorité parlementaire qui appliquera la politique du président de la République. »*

Le secrétaire national aux élections a souligné que *« le 4 juin ont été vérifiés les points d'accord, mais il reste un certain nombre de questions importantes dont il faudra débattre et qui conditionnent un accord de gouvernement »*.

Sur le score du Parti communiste au premier tour des législatives, Jean Poperen souligne que, *« s'il est vrai que ces élections législatives sont le prolongement des présidentielles, il n'en reste pas moins qu'une telle confirmation prouve qu'il y a là un phénomène qui va au-delà de l'incident de parcours »*.

Il a ajouté : *« La présence de ministres communistes au gouvernement n'est pas la conséquence de l'arithmétique électorale, c'est un problème politique. Notre politique est celle du rassemblement et de l'union. Si nous obtenons la majorité absolue le 21 juin, cela ne nous amènera pas à penser que l'on peut faire tout tout seuls. Mais nous ne pouvons gouverner en commun que s'il y a un minimum d'accord sur l'essentiel. »*

Les deux délégations se rencontreront donc à nouveau au lendemain du second tour.

Colette PARIS

Spécial PS

Réunions publiques

Mardi 16 juin

Meeting de soutien au candidat socialiste du Val-de-Marne avec Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste. Laurent Cathala, maire de Créteil, ainsi que Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat aux personnes âgées, Patrice Hernu, Paulette Nevoux, Pierre Tabanou animeront la partie politique de la réunion tandis que l'animation artistique sera assurée par Melina Mercouri, Yvan Dautun, Maurice Biraud et Marthe Mercadier. (Place des Mollines, Saint-Maur, à 20 h 30.7

Rencontres

Mercredi 17 juin

Paul Quilès, sur le parvis du centre Galaxie, place d'Italie (XIIIe), rencontrera la population de 16 h 30 à 19 h.

Une animation musicale et artistique est prévue avec la participation de Jean-Marc Thibaut, Pierre Douglas, Sophie Agasinski, Marcel Mercadier et Marcel Amont.

• **Les représentants de trois mouvements nationalistes corses,** l'UPC, le Front du peuple corse et les Comités corses nationalistes, se sont réunis samedi à Bastia, afin d'examiner les problèmes posés par la libération des prisonniers politiques.

• **« L'abstention serait une faute grave** au regard de l'avenir de Lyon et de la France », a déclaré lundi l'ancien premier ministre, Raymond Barre, dans un communiqué de remerciement aux Lyonnais qui lui ont accordé ses suffrages.

PROGRESSION SPECTACULAIRE DU PS DANS LA CAPITALE

La fin d'une hégémonie

Depuis le début de la Ve République, Paris a toujours été un bastion de la droite au sein duquel le PCF tenait quelques enclaves. Bref, le Parti socialiste était, au niveau législatif, le grand absent de la capitale.

Le scrutim de dimanche dernier, sans remettre en cause la domination conservatrice, marque deux évolutions spectaculaires : le PS est en mesure d'obtenir une dizaine de sièges alors qu'il n'en comptait que deux dans la précédente assemblée, et le PCF se voit purement et simplement éliminé de la ville.

Une fois de plus, le vote parisien caricature en l'amplifiant les résultats nationaux. La droite, par le biais des candidatures uniques, a augmenté son nombre d'élus dès le premier tour : 2 sièges en 1978, 13 en 1981. Le Parti socialiste confirme spectaculairement sa progression : 15,5 % en 1973 ; 18,85 % en 1978 ; 30,63 % au premier tour des législatives de 1981. La traduction en sièges est également significative. Edwige Avice et Paul Quilès, qui étaient les seuls députés socialistes de Paris, devraient être rejoints à l'Assemblée par une dizaine de nouveau élus. Lionel Jospin, Bertrand Delanoë, Claude Estier, Ghislaine Toutain, Georges Sarre, Stelio Farandjis, Nicole Questiaux, Manuel Escutia, Alain Billon, Michel Charzat, Jean-Paul Planchon et Pierre Dabezies sont en effet en mesure de l'emporter.

Le PCF pour sa part voit disparaître ses trois derniers élus, et non des moindres puisque Paul Laurent, Gisèle Moreau et Lucien Villa se sont fait battre dès le premier tour par des candidats socialistes. Cela reflète le mouvement national, on est également tenté d'y voir le résultat d'une contestation de la ligne observée par la direction communiste, contestation qui fut particulièrement vive à la fédération de Paris (voir « l'affaire Henri Fiszbin »).

Malgré ce rééquilibrage au sein de la gauche, celle-ci progresse de près de dix points et obtient 43,92 % des suffrages. Si ce score devait être amplifié au second tour, nul doute que la composition du Conseil de Paris ne soit elle aussi nettement modifiée dans deux ans.

- J.B.

VINGT-CINQUIEME CIRCONSCRIPTION

Claude Estier Roger Chinaud



DÉPUTÉ du dix-huitième arrondissement depuis 1968, Roger Chinaud n'est pas sûr de retrouver son siège. S'il recueille plus de 45 % des suffrages, la gauche, elle, totalise plus de 49 % des voix. Claude Estier qualifie ce résultat de « *grande nouveauté* ». Le score du 14 juin permet en effet sa victoire.

Le duel sera serré. Le député sortant s'efforcera de mobiliser les abstentionnistes, particulièrement nombreux dans cette circonscription : le taux d'abstention de 35 % est bien plus élevé que la moyenne nationale. Il s'adressera aux « *électeurs de bon sens* » qui devraient comprendre le « *danger représenté par un parti socialiste en situation de monopole* ». Claude Estier, lui, pense que le vote des « absents » se répartira entre la droite et la gauche. « *Nous avons fait une étude bureau par bureau*, dit-il. *Les résultats montrent que les votants du deuxième tour ne devraient pas modifier le rapport de forces actuel* ». Un rapport de forces qui, si l'on s'en tient aux chiffres, donne une majorité de gauche. « *Ici, la candidate écologiste est proche de nous*, explique le directeur de l'*Unité*. *Les trois quarts des voix écologistes (2 %) se reporteront vraisemblablement à gauche. Quant au gaulliste « indépendant », qui a fait 1 % de voix, toute sa campagne était dirigé contre le député sortant. Ses électeurs ne voteront sans*



doute pas pour Chinaud. »

La moitié des voix écologistes suffisent d'ailleurs à assurer la victoire de Claude Estier. Conseiller de Paris, député de la circonscription de 1967 à 1968, Claude Estier mène une campagne « *sur le terrain* ». Mercredi matin, il sera avec Dalida, membre de son comité de soutien, sur un marché. Face à un adversaire très marqué politiquement — Roger Chinaud était, depuis 1978, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale — il se présente donc comme l'homme du changement.

Un changement que les électeurs de la circonscription n'ont pas refusé le 10 mai : plus de 50 % ont alors fait confiance à François Mitterrand.

Dominique GAUCHER

OMISSION

Dans la liste des candidats élus ou réélus dès le premier tour, dans notre précédente édition nous avons omis trois socialistes, Augustin Bonrepaux (Ariège, 1re), Charles Josselin (Côtes-du-Nord, 2e) et Jean-François Hory (Mayotte), ainsi qu' un UNM-RPR, Jacques Lafleur (Nouvelle-Calédonie, 2e).

Abonnez-vous à Combat socialiste

VINGT-SIXIEME CIRCONSCRIPTION

Montmartre : bataille incertaine à l'ombre du Sacré-Cœur

« *NON vraiment, cher ami. Je vous remercie très sincèremnt, mais je ne mène pas campagne comme cela. J'ai mes colleurs d'affiches, et ça me suffit. En tout cas, merci encore...* »

Joël Le Tac raccroche et se cale dans son fauteuil.

Tirant placidement sur sa pipe, Joël Le Tac m'explique qu'il continuera à mener, comme à son habitude, une campagne « *tranquille et courtoise* ».

« *Et puis, vous savez, les affiches, je n'en ai pas vraiment besoin. Ça fait quand même vingt-trois ans que l'on me connaît dans le coin...*

» *Alors, bien sûr, je suis un cas un peu particulier : j'ai voté pour Mitterrand au deuxième tour, après avoir voté Chirac au premier. Et une partie des bourgeois de la butte Montmartre, des modérés qui votaient généralement pour moi, m'ont en quelque sorte « puni » de ce péché : ils ont voté dimanche dernier pour le gars parachuté par l'UDF, Verwaerde. Je crois surtout qu'ils ne m'ont pas compris. On verra dimanche matin s'ils auront le sentiment de m'avoir assez fait souffrir...* »

Mais Joël Le Tac ne désespère pas. Ce n'est d'ailleurs pas dans sa nature, et il a bon espoir de siéger dans la nouvelle Assemblée. « *Pas pour agir en opposant systématique*, précise-t-il. *Je suis un gaulliste de progrès. Et si la gauche est majoritaire, je n'hésiterai pas à voter pour tel ou tel projet gouvernemental qui me conviendra.* »

Dans la pièce à côté, une dizaine de personnes d'un certain âge patientent bien sagement, comme dans la salle d'attente d'un médecin. Ils attendent « *M. le député* ».

« *Joël Le Tac? Très sympathique. C'est une excellente assistante sociale...* », l'exécute d'un trait son jeune « challenger », Bertrand Delanoë, trente et un ans, conseiller de Paris, membre du comité directeur du PS et, depuis peu, porte-parole de la rue de Solférino. « *Nous préférons, nous, prendre les choses par l'autre bout*, dit-il. *Nous attaquer d'abord aux grands dossiers de l'arrondissement. Ce qui ne veut pas dire — bien sûr ! — oublier les individus. Je dirai même : au contraire...* »

« *En quatre ans, Bertrand Delanoë en a plus fait pour l'arrondissement que Le Tac en vingt-trois ans* », répète-t-on volontiers dans les cafés de la rue Marcadet. Et on dit que plusieurs animateurs d'association ont décidé de soutenir le candidat socialiste.

Une intense activité règne à la permanence socialiste de la rue de Trétaigne. Les murs de la circonscription disparaissent littéralement sous les poings à la rose.

« *Nous avons choisi de mener une campagne très politique, une campagne d'explication, de clarté et de cohérence*, affirme Bertrand Delanoë au *Postal*, le café du coin. *Etre cohérent, c'est se battre sur l'école, les transports collectifs, les crèches, et à chaque fois relier ces problèmes locaux aux grands problèmes nationaux. C'est expliquer les solutions proposées par le PS.* »



Le regard vif, la voix rapide et précise, le candidat refait ses comptes. Total des voix de gauche au premier tour : 47,50 %. Sans compter les « écolos ». C'est juste, mais c'est jouable.

Tout dépendra sans doute des abstentionnistes de dimanche dernier : 37 %, soit nettement plus que la moyenne nationale (29,2 %). Tout dépendra aussi de « *ceux de la Butte* ».

Yves-François TALMONT

DOUZIEME CIRCONSCRIPTION

Farandjis-Bénouville

DANS la douzième circonscription de Paris (XIIe arrondissement, Quinze-Vingts, Bercy, Picpus), les résultats du premier tour permettent d'envisager un succès du candidat socialiste. En effet, si Pierre de Bénouville (UNM-RPR) arrive en tête avec 48,40 % des suffrages, il a fait le plein de ses voix. Par contre, Stelio Farandjis (PS), qui obtient 38,90 %, peut espérer le report des voix des candidat des (9,30 %), de Lutte Ouvrière (1,60 %) et du Mouvement des démocrates (1,60 %), et donc remporter le siège avec 51,40 % des suffrages.

Rappelons que Pierre de Bénouville, le député sortant, avait été réélu en 1978 avec 54,10 % des voix, mais que François Mitterrand, dans cette circonscription, a obtenu 52 % lors du l'élection présidentielle.



Stelio Farandjis commente ainsi les résultats : « *Les chances sont grandes, on assiste à un rejet des milieux modérés d'un député qui n'avait rien d'un député. Il se rendait dans sa circonscription tel un seigneur venant visiter ses métairies.* »

Le candidat socialiste insiste sur l'implantation de son parti dans cet arrondissement, il avance le chiffre de 150 000 sympathisants actifs, que ce soit dans les associations du cadre de vie ou dans celles d'élèves.

L'existence de dossiers « *brûlants* », tels la rénovation de l'îlot Châlons, de Bercy et du viaduc Bastille-Reuilly, qui ont fait l'objet de « *vagues promesses* » de la part de la droite, maintenant la population en état de sous-information, a sans doute contribué à son recul.

Si le score de François Mitterrand se trouve confirmé dans cette circonscription, il ne s'agira pas seulement d'un succès politique dans le cadre de la poussée socialiste, mais aussi d'une prise de conscience au niveau local. Stelio Farandjis et les socialistes du XIIe s'attacheront à transformer d'ici au 21 juin ce bon score du premier tour en victoire au second tour.

C. P.

«Pour un service public de qualité»

Un entretien avec Marcel Debarge, secrétaire d'Etat à la Formation professionnelle



Marcel Debarge, secrétaire d'Etat à la Formation professionnelle, présente, mercredi 17 juin au Conseil des ministres, les mesures urgentes qu'il compte prendre pour améliorer en quantité et en qualité la formation professionnelle des centaines de milliers de jeunes qui vont arriver sur le marché du travail.

Il définit, pour « *Combat socialiste* » ses objectifs à court et à long terme.

— Comment concevez-vous la formation professionnelle?

— Comme un service public de qualité et ouvert, dans lequel les enseignants ont un rôle à jouer, mais pas tout seuls.

— Quelles tâches prioritaires vous attendent?

— C'est naturellement la formation des jeunes. J'ai confié une mission à Bertrand Schwartz(1) qui doit étudier les voies et les moyens de conduire une bonne insertion professionnelle et sociale des jeunes de seize à vingt et un ans. Il s'agira de définir une nouvelle politique à long terme, qui prenne globalement en compte tous les aspects du problème des jeunes. Il doit me remettre son rapport le 15 septembre.

— Avez-vous consulté les partenaires sociaux?

— J'ai reçu une bonne quinzaine de délégations syndicales. A partir d'aujourd'hui, je reçois les représentants du patronat. J'attache une très grande importance à ces consultations, et ce sera toujours ma règle de conduite.

— Que leur dites-vous?

— A tous, je tiens le même langage : il faut que les fonds destinés à la formation professionnelle y soient exclusivement consacrés, ce qui n'a pas toujours été le cas. Le contrôle pédagogique sera plus rigoureux. Je leur dis également que la politique de formation professionnelle sera adaptée au Plan. Il ne s'agit pas de former des gens pour des qualifications professionnelles dépassées. Je travaillerai également en étroite collaboration avec le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, car nous nous attacherons à stimuler les initiatives régionales. N'oubliez pas que nous avons déjà des structures décentralisées.

— Quelles sont les mesures urgentes à prendre?

— Les fonds affectés à la formation professionnelle n'avaient pas bougé en francs courants depuis trois ans. J'ai donc fait inscrire un supplément de 548,5 millions de francs au collectif budgétaire, qui sera présenté au Parlement en juillet.

— Sur les 725 000 jeunes qui vont arriver sur le marché du travail, combien n'ont aucune formation? *(Claude Leroux, délégué adjoint à la formation professionnelle, qui suit avec passion ces problèmes depuis dix-sept ans, se joint alors à l'entretien).*

— Il doit y en avoir quelque 100 000, mais nous pensons que ce chiffre est probablement en-dessous de la réalité. Ce sont ceux que Bertrand Schwartz appelle « *les paumés* ». Ils ont un mauvais niveau de formation générale, des problèmes familiaux, bref une mauvaise insertion sociale. Il y a pas mal d'immigrés. Certains vont en apprentissage.

— Et les autres?

— Nous allons redonner vie aux stages « Education, Santé et Travail », organisés par les directions départementales de l'action sanitaire et sociale (DDAS). Jusqu'à présent, on ne laissait accéder à ces stages que des jeunes pour lesquels on espérait une bonne insertion professionnelle. C'était le critère de sélection. Résultat : les plus « paumés » des « paumés » étaient laissés sur le carreau.

— Vous voulez renverser cette tendance?

— Absolument. Nous réservons 20 000 places pour ces stages. Et, d'autre part, nous mettons en place un suivi particulier — et même après le stage. Ensuite, nous réservons 40 000 places pour ceux qui ont raté de peu leurs diplômes ou qui se sont arrêtés en cours de route. Enfin, nous allongeons la durée de ces stages de quatre mois et demi et six-douze mois selon leur nature.

— Et les stages de « mise à niveau » organisés par l'ANPE?

— Nous avons réuni tous les délégués régionaux et nous leur avons demandé, entre autres, de privilégier les stages de mise à niveau et aussi de ne pas oublier l'aspect culture et formation générale, qui a été laissé de côté par le gouvernement précédent.

— Dans la création des 54 290 emplois publics, au Conseil des ministres du 10 juin, y a-t-il des emplois pour la formation professionnelle?

— Oui, quatre cents personnes de plus pour renforcer les effectifs des délégations régionales. Et ce ne sont pas des bureaucrates, mais des hommes de terrain. C'est la preuve qu'il y a une volonté réelle de relance et d'amélioration de la qualité de la formation professionnelle.

— Le pourcentage de la masse salariale consacré à la formation professionnelle est de 1,1 % au minimum. En fait, on en est à 1,83 % en moyenne. Quel est votre objectif?

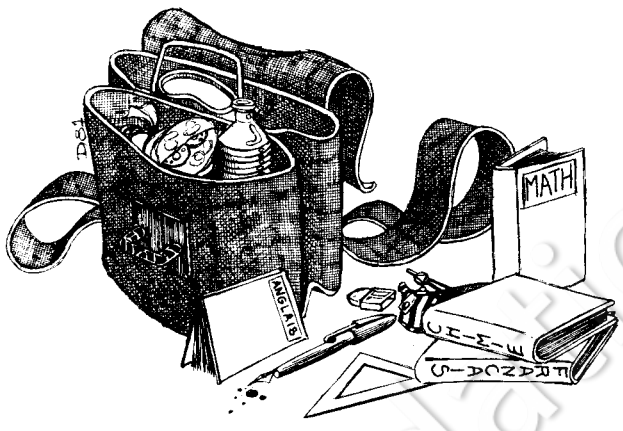
— D'arriver à 2 % au minimum. Il s'agit d'y aller progressivement en tenant compte de la santé des entreprises, en particulier des PME, qui, en raison de leur taille, ne consacrent pas encore suffisamment de ressources à la formation.

— Il y a eu des organismes de formation peu sérieux ?...

— Beaucoup d'abus ont été éliminés. En revanche, de nouvelles anomalies sont nées : les organismes collecteurs du 1,1 % peuvent garder l'argent pendant trois ans, c'est la loi. Mais avec les taux d'intérêt actuels... il va falloir remédier à cela.

Propos recueillis par Guy de FARAMOND

(1) Bertrand Schwartz, le « père » de l'éducation permanente en France, ancien directeur de l'Ecole des mines de Nancy, fondateur du CUCES à Nancy, centre pionnier de formation pour adultes. Enseigne aujourd'hui à Paris IX-Dauphine.



En attendant mieux...

les mesures pour endiguer le chômage

LE programme d'insertion professionnelle des jeunes et les mesures à l'égard des entreprises en difficulté seront les deux dispositifs, présentés mercredi 17 juin en Conseil des ministres, destinés à endiguer la montée du chômage. Après les créations d'emplois, annoncées la semaine dernière, et le relèvement du SMIC et de certaines prestations la semaine précédente, le gouvernement attaque là le troisième volet des mesures sociales économiques immédiates.

Il s'agit, pour l'un et pour l'autre des dispositifs qui seront annoncés demain, de parer au plus pressé. Les réformes viendront après.

D'abord le pacte pour l'emploi des jeunes. On sait qu'il devrait concerner environ 650 000 jeunes.

Il devrait être élargi à d'autres catégories, voire étendu aux entreprises publiques ou aux collectivités locales. Les crédits d'heures formation des contrats emploi-formation seraient majorés. Les garanties d'emploi verraient leur durée allongée. Les derniers arbitrages ne seront décidés qu'au tout dernier moment.

S'il serait toujours fait appel aux délégués pour l'emploi du CNPF, il reste que le rôle de l'ANPE dans le placement et la qualité de la formation serait considérablement renforcé.

A quelques jours de l'annonce d'un pacte remanié, la direction de la prévision du ministère de l'Economie et des Finances publie une étude un peu ancienne sur le rôle joué par les premiers pactes dans le marché de l'emploi : « *Les pactes n'ont pas agi de manière sensible sur la dynamique de l'emploi salarié offert par les entreprises* », est-il précisé dans cette étude. Si le gouvernement reprend en l'aménageant la formule des pactes, c'est parce que, d'ici septembre, il lui semble difficile de mettre sur pied un ensemble de mesures qui soient immédiatement opérationnelles. Rappelons qu'une mission d'études confiée à Bertrand Schwartz planche actuellement sur « l'après-acte ».

Quant aux entreprises en difficulté, le gouvernement étudie une formule là aussi intermédiaire.

Il s'agit de permettre à des entreprises sur le point de licencier de placer une partie, voire tout leur personnel, en chômage partiel, le temps de procéder à une expertise sociale financière et économique de ses difficultés. Entre-temps, les salariés seraient placés en régime d'indemnisation sans rupture du contrat de travail, l'Etat prenant à sa charge une partie du coût.

On sait qu'actuellement certaines entreprises recourent à certaines formes de chômage technique total plutôt que de procéder à des licenciements économiques *(voir encadré)* alors que ce dispositif ne vaut que dans des cas de « sinistre ».

La troisième catégorie de chômeurs

Depuis le 1er avril dernier, les 205 « productifs » de la Boulonnerie de Thiant, à quelques kilomètres de Valenciennes, font la semaine de 32 heures. Et douze autres, la semaine de... 0 heure.

Ces personnes, dix hommes, deux femmes, en chômage complet, pointent à l'ANPE, sont rémunérées par les Assedic, mais sont toujours sous contrat avec l'entreprise. Elles constituent ce qu'un délégué CFDT appelle la « *troisième catégorie de chômeurs* ». « *La formule a été choisie par l'entreprise,* dit-il, *de préférence à un licenciement économique, pour des raisons de survie.* »

L'entreprise fait ainsi l'économie des indemnités légales puisque le contrat de travail court toujours.

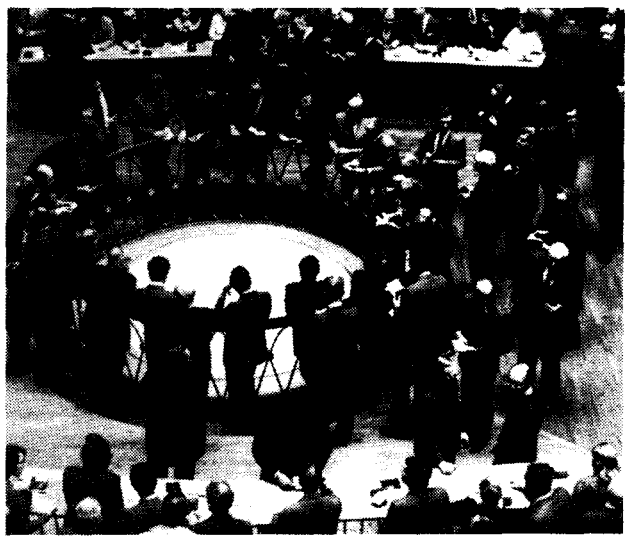
Les salariés de Tréfimétaux contre les licenciements prévus

Le syndicat CGT de l'usine Tréfimétaux, à Couéron, près de Nantes (Loire-Atlantique), a annoncé lundi qu'il s'était adressé au président de la République pour qu'il fasse cesser « *toutes mesures concernant les licenciements prévus par la direction, dans l'attente de la nationalisation du groupe* ».

En effet, ont déclaré lundi soir à Nantes, au cours d'une conférence de presse, les représentants CGT, l'entreprise Tréfimétaux est une filiale du groupe Péchiney-Ugine-Kuhlmann (PUK). Or, François Mitterrand, lors de la campagne présidentielle, avait écrit aux organisations syndicales CGT et CFDT de ce groupe : « *La nationalisation des groupes PUK et Rhône-Poulenc permettra de créer un très large secteur public de la chimie.* »

Selon la CGT, la direction de Tréfimétaux — dont les effectifs sont passés depuis 1975 de 655 salariés à 375 à la suite de licenciements économiques — a présenté au comité d'entreprise un nouveau projet de licenciements économiques, ramenant les effectifs à 338 salariés à compter de septembre prochain.

Tréfimétaux produit des flans monétaires (disques de métal) pour l'administration de la Monnaie qui, d'ailleurs, ne passe plus de commandes, ce qui serait, selon la direction, à l'origine des nouveaux licenciements prévus. L'entreprise travaille également pour l'armement, l'EDF, et dans le domaine des produits laminés non ferreux.



Plus calme que le 11 mai... (Photo Gamma)

Bourse : les chemins de la raison ?

Les amateurs de sensations fortes en auront été pour leurs frais. Pas de krach, lundi 15 juin, à la Bourse de Paris. Les marchés financiers ont accueilli avec stoïcisme le raz de marée socialiste au premier tour des législatives.

LA Bourse vit d'anticipations. Instrument politique de la droite, elle aime se faire peur, d'où le fléchissement des valeurs françaises jeudi et vendredi derniers. Histoire de donner la frousse aux petits épargnants à la veille du scrutin.

Lundi, la gauche avait gagné. Inutile donc pour la corbeille de continuer de jouer à la baisse. D'autant que le recul du Parti communiste a estompé certaines inquiétudes dans les milieux d'affaires. Aussi, si dès l'ouverture, les valeurs françaises étaient en légère baisse, elles affichaient un gain de 0,23 point à la clôture. Timide remontée certes, et les « gendarmes » (organismes institutionnels : caisses de retraite, compagnies d'assurance...) ont dû « veiller au grain » en soutenant les titres les plus attaqués.

La Bourse serait-elle devenue « *raisonnable* »AUAU Beaucoup d'experts s'interrogeaient sous les voûtes du palais Brongniart. Pour nombre d'entre eux, le marché des valeurs mobilières qui a perdu environ 30 % depuis l'élection de François Mitterrand, ne peut tomber plus bas. « *Si le 21 juin le PS obtient une confortable majorité à lui tout seul, on pourrait assister à une flambée des cours...* » Une manière comme une autre de saluer la stabilité des institutions de la Ve République.

Sur le marché des changes, également très calme, le franc s'est replié mais modestement, bénéficiant de la baisse du dollar intervenue sur toutes les places.

Quant à l'or, qui avait fortement progressé à Paris depuis le 10 mai, allant jusqu'à bénéficier d'une surcote de 17 % par rapport à Londres, il a, lundi, cédé du terrain. Valeur refuge des petits épargnants, le napoléon a cédé 3,5 % à 860 F contre 892,10 F vendredi. Le métal jaune reste toutefois plus cher de 12 % à Paris que dans la City.

Jean-Paul GEAI

Le patron-déménageur derrière les barreaux

Le PDG de la Compagnie méditerranéenne d'informatique et de gestion (CMIG), Jean-Pierre Mouchard, qui avait fait déménager clandestinement le matériel de son entreprise dans la nuit du 22 au 23 mai à La Seyne, dans le Var (*Combat socialiste* du 26 mai), a été interpellé, jeudi, à Paris.

Le patron est depuis samedi à la prison de la Santé, en instance de transfert pour Toulon où il devrait être présenté devant le juge d'instruction chargé de l'affaire.

Le déménagement du matériel de la CMIG, qui employait cinq cents personnes et était spécialisée dans la vente de livres par correspondance, avait soulevé une vive émotion dans la région. Un commando de quatre-vingts personnes avait chargé à bord de vingt-huit semi-remorques les dossiers de la direction, le fichier clients, une partie des stocks et divers matériels. Le maire communiste de La Seyne, Maurice Blanc, avait vainement tenté d'empêcher ce déménagement en bloquant les issues à l'aide de bennes à ordures.

La CMIG avait justifié son action en affirmant que, ayant déposé son bilan, elle devait restituer leurs stocks à ses entreprises clientes.

BREF

• **La hausse des prix à la consommation** a atteint en France 0,9 % en mai, selon une première estimation de l'INSEE, publiée lundi 15 juin. Cette estimation représente la première synthèse effectuée au milieu du mois. Elle ne correspond pas à une modification de la procédure de calcul de l'indice des prix, précise l'INSEE.

Le résultat définitif sera connu dans les délais habituels, à la fin du mois de juin.

« *L'expérience a montré que le résultat définitif était identique ou très voisin de cette première estimation, que l'INSEE se propose donc à l'avenir de rendre publique dès qu'elle est disponible* », souligne-t-on.

En avril, les prix à la consommation avaient progressé de 1,4 %.

• **Le nombre des chômeurs indemnisés** par l'Unedic (assurance chômage) à la fin mai 1981 s'est élevé à 1 316 513 contre 1 294 128 à la fin avril, soit une augmentation de 1,7 % en un mois, annonce l'Unedic, lundi 15 juin.

L'Unedic précise que « *pour faire une comparaison homogène avec les statistiques des mois précédents, il conviendrait d'ajouter environ dix mille allocataires aux chiffres des mois d'avril et mai, qui tiennent compte d'une modification des définitions administratives* ».

Parmi les chômeurs indemnisés, on compte 630 436 titulaires des allocations de base, 178 229 titulaires des allocations spéciales (licenciés économiques), 104 442 titulaires des allocations forfaitaires, 116 004 bénéficiaires des allocations de fin de droits, 260 330 bénéficiaires de la garantie de ressources (préretraite à soixante ans avec 70 % du salaire) et 27 072 autres indemnisés.

• **Les 160 salariés** de l'usine Gallus (matériel dentaire) de Châtellerault (Vienne) ont été licenciés à la suite de la mise en règlement de l'entreprise. La CGT, qui conteste cette décision du syndic, s'oppose à la fermeture de l'usine et réclame un plan de relance.

• **La cour d'appel** de Metz a confirmé un jugement du tribunal de Sarreguemines (Moselle) condamnant à 5 000 francs d'amende un gérant de société qui avait octroyé une « prime de loyauté » à des employés non grévistes. La CGT, qui avait engagé des poursuites judiciaires, estimant qu'il s'agissait d'une prime antigrève, a obtenu le franc symbolique de dommages et intérêts.

Le rapport sénatorial sur le textile

Briser la spirale des importations

La crise textile, quel beau sujet d'enquête pour les parlementaires. Au nom de l'Assemblée nationale, Philippe Seguin, député RPR, avait rendu son rapport le 25 mars dernier : pas moins de quatre-vingt-dix-neuf recommandations. « *Un raccommodage à grands points* », disions-nous alors (*Combat socialiste* du 26 mars).

Aujourd'hui, ce sont les sénateurs qui rendent public le rapport de leur commission d'enquête. Sa principale conclusion : « *Briser immédiatement la spirale infernale des importations.* »

APRÈS six mois de travaux, la commission d'enquête sénatoriale préconise « *un changement d'attitude face au problème des importations* » afin de « *redonner confiance* » à une profession « *désemparée malgré les efforts incontestables qu'elle fait* ».

« *Il faut,* estime la commission d'enquête, *tout de suite briser la spirale infernale des importations* », qui couvrent jusqu'à 50 % du marché français dans le textile et 70 % dans l'habillement. Sur le plan international, elle demande donc « *un coup d'arrêt immédiat aux importations* ».

Les sénateurs réclament une révision en baisse des quotas définis dans le deuxième accord multifibres (AMF), actuellement en vigueur, ainsi qu'un meilleur contrôle douanier et la fermeture temporaire des frontières pour les articles dont le taux de pénétration dépasse 40 %.

A moyen terme, la commission se prononce pour un troisième AMF, à la fois « *global, universel et réciproque* », qui doit s'accompagner d'une action européenne « *afin de créer un véritable marché commun des produits textiles* ». Ce troisième AMF, qui entrera en vigueur en 1982, doit, pour les sénateurs, dépasser le cadre d'un simple accord commercial et prévoir un système de sanctions pour non-respect des nouvelles dispositions.

« *La protection de l'espace économique européen constitue une priorité* », mais, poursuit la commission d'enquête, ces mesures internationales et communautaires doivent être complétées par une action nationale spécifique (soutien à la production, meilleure adaptation de l'offre à la demande, plus grande souplesse d'utilisation des matériels grâce à de nouvelles mesures sociales, renforcement des moyens de l'aménagement du territoire et des collectivités locale.

J.-P. G.

CHARBON FRANÇAIS

Ladrecht, ou la victoire de la ténacité

Les Charbonnages de France et la fédération CGT du sous-sol ont signé le lundi 15 juin un accord sur le gisement d'anthracite de Ladrecht (Gard) prévoyant le maintien en l'état du puits d'Estival et des autres installations ainsi que l'échelonnement de travaux de reconnaissance.

CES travaux de l'ordre de dix millions de francs comprendront notamment le traçage des galeries et permettront l'embauche dans un premier temps d'une vingtaine de mineurs. Avec le débat parlementaire sur les problèmes de l'énergie prévu à l'automne, ils seront déterminants pour la décision de mise en exploitation du gisement. C'est ce qu'indique une lettre du ministre de l'Industrie, Pierre Joxe, à la direction des Charbonnages.

Après plus d'un an de grève (depuis le 5 mai 1980), cette décision constitue une victoire pour les mineurs de Ladrecht qui n'ont pas ménagé leur peine pour défendre leur emploi et revendiquer une meilleure place au charbon d'origine nationale. En leur rendant hommage dès sa première conférence de presse, le ministre de l'Industrie, qui a permis ce revirement de la direction des Charbonnages jusque-là opposée à une exploitation de Ladrecht, avait clairement indiqué la place que le charbon français serait amené à prendre à l'avenir. En insistant sur le coût social que représentait pour le pays l'abandon de l'exploitation des gisements français, Pierre Joxe faisait écho aux thèses socialistes développées dans l'ouvrage *Energie, l'autre politique.* Attaché au développement du charbon national pour contribuer à un plus grand effort de l'indépendance énergétique de la France, le nouveau gouvernement va maintenant étudier à quel prix cet effort pourra être réalisé.

Toute la question est en effet maintenant de pouvoir déterminer ce que va coûter à la collectivité nationale la mise en route de gisements jugés auparavant comme non rentables par rapport aux charbons d'origine étrangère. Il faut rappeler que le coût sans cesse plus élevé du transport de charbon — en raison notamment de l'encombrement des ports américains et du prix des soutes des navires (carburant) —, fait baisser l'écart de prix avec le charbon français. D'autant que la récente grève des mineurs américains conjuguée à la baisse de la production polonaise depuis l'été dernier, constituent d'autres éléments d'appréciation pour déterminer les nouvelles orientations de la politique énergétique.

D. F.

A l'ONU, la France condamne le raid israélien sur Tammouz

Le texte présenté par Jacques Leprette pourrait recueillir l'unanimité du Conseil de sécurité

LA France a demandé lundi au Conseil de sécurité de l'ONU de condamner « *l'action militaire israélienne* » de bombardement de la centrale nucléaire de Tammouz en Irak.

Le représentant du gouvernement français, Jacques Leprette, a en outre préconisé que le Conseil de sécurité lance « *un appel solennel* » demandant à Israël de renoncer à de telles actions, et affirmé en même temps le « *droit de l'Irak* » à des réparations pour les dommages et pertes en vies humaines causés par le raid israélien.

Commentant la position de la France, Jacques Leprette a notamment déclaré : « *Nous affirmons notre attachement à la sécurité d'Israël. Nous sommes convaincus que le recours à la force ne sert à long terme ni cette sécurité, ni celle des Israéliens. La véritable solution réside dans un règlement juste et négocié du conflit du Moyen-Orient.* »

La Grande-Bretagne a soutenu la condamnation du raid israélien présentée par la France. Ce texte, dans la mesure où il ne va pas jusqu'à condamner Israël, mais seulement



Le premier ministre israélien Menahem Begin. (Photo UPI)

l'action militaire contre Tammouz, pourrait recueillir la quasi-unanimité au Conseil de sécurité.

A Tel-Aviv, Shimon Peres, au nom de l'opposition travailliste, a déclaré que le raid sur Tammouz avait marqué la fin de la mission de Philip Habib, l'émissaire américain au Proche-Orient. L'envoyé spécial du président Reagan était attendu mercredi en Israël. Mais là, comme en Syrie où il devait rester jusqu'à mardi, on se faisait peu d'ilusions sur le résultat de sa mission en vue d'éviter un conflit ouvert entre Tel-Aviv et Damas.

A Tel-Aviv, le journal *Haaretz* écrit que la décision de bombarder le réacteur fut fondée sur des « *informations secrètes fournies par les Etats-Unis* ». En revanche, à Paris, l'administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique, Michel Pecqueur, a déclaré que l'affirmation de la présence d'une usine nucléaire secrète sous le site de Tammouz relevait de « *la plus haute fantaisie* ».

Au Caire, le climat de confiance qu'avait fait naître le traité de paix en 1979 a été considérablement ébranlé par la « *lourde faute* » d'Israël, pour reprendre l'expression du président el-Sadate.

Iran : le président Bani Sadr refuse de céder à Khomeyni

Les députés iraniens doivent statuer sur « l'incompétence politique » du président de la République. Ses adversaires ont manifesté massivement dans les rues de Téhéran.

LES députés iraniens devaient commencer à débattre mercredi matin sur « l'incompétence politique » du président Bani Sadr. La constitution iranienne prévoit que si la majorité d'entre eux l'estime « incompétent », l'ayatollah Khomeyni a le pouvoir de le révoquer.

Le président de la République a essuyé lundi un échec cuisant : la manifestation destinée à le soutenir s'est transformée en démonstration de force de ses adversaires. Le Front national (fondé par le docteur Mossadegh) avait appelé à une manifestation interdite « *contre la répression* » dans le but de rassembler les partisans de Bani Sadr. Mais l'imam Khomeyni a demandé par radio au président et aux organisateurs de la manifestation de se « *repentir* ».

A la suite de cet appel, des centaines de milliers de personnes ont déferlé pendant près de quatre heures dans le centre de Téhéran en criant « *A mort Bani Sadr* », « *Bani Sadr est contre l'imam et contre le peuple* », « *Trop tard pour le repentir* ».

Les manifestants brandissaient des portraits de l'imam, du premier ministre Ali Radjaï et des dignitaires religieux, et appelaient à se battre « *contre les hérétiques* ». Les « hezbollahis » (extrémistes religieux du Parti de Dieu), juchés sur des camionnettes découvertes ou rassemblés par petites brigades en motocyclettes, ont empêché dans toute la ville les partisans de Bani Sadr de manifester.

Pendant ce temps, le président de la République était amené à réaffirmer sa fidélité à l'imam, sans toutefois prononcer son repentir à la télévision tel que l'imam l'avait demandé. Il a nié avoir incité « *le peuple à la révolte* » et a affirmé que la réaction de l'imam n'était « *pas juste à cause de renseignements mensongers destinés à priver le pays de ses fils pieux et combattants* ».

Succès inattendu pour l'IRA en république d'Irlande

Les Irlandais du Sud ont élu députés deux prisonniers membres de l'IRA : un signe de la résurgence du sentiment républicain dans le pays.

LE mouvement républicain irlandais est lui-même surpris de l'élection au Parlement de la République d'Irlande de deux de ses membres détenus à Belfast dont un, par surcroît, est en grève de la faim.

La loi irlandaise confère la nationalité et donc les droits civiques à tous les Irlandais, qu'ils vivent au nord ou au sud de cette frontière qui coupe l'île en deux. C'est ce qui a permis à l'IRA de présenter neuf candidats aux législatives, de faire élire Paddy Agnew et Keran Doherty et de réaliser un bon score (10 % des voix en moyenne) avec les autres candidats.

C'est un résultat tellement inattendu que Bernadette Devlin-McAliskey, l'une des dirigeantes du comité de soutien aux prisonniers d'Irlande du Nord, a regretté que des détenus n'aient pas été présentés dans toutes les circonscriptions de la République.

C'est également un test sur l'évolution de la sensibilité des Irlandais du Sud aux problèmes de l'Ulster, et sur la résurgence de leur sentiment républicain. Le prochain gouvernement irlandais devra donc tenir compte de ce vote.

Si Charles Haughey, premier ministre sortant et chef du parti Fianna Fail, est maintenu au pouvoir, il devra se prononcer plus clairement sur le problème des prisonniers politiques d'Irlande du Nord et de la grève de la faim. Il devra se montrer plus ferme avec Margaret Thatcher pour l'amener à des concessions sur l'épineux problème du statut politique.

Accord militaire entre le Pakistan et les Etats-Unis

LES relations entre le Pakistan et les Etats-Unis sont entrées dans une nouvelle phase avec l'octroi par Washington à Islamabad d'une aide économique et militaire de trois milliards de dollars pour les cinq prochaines années.

L'accord sur la reprise d'importantes ventes d'armes au Pakistan par les Etats-Unis intervient après une interruption de seize ans. Ces ventes comprendront notamment la livraison de chasseurs-bombardiers F-16.

L'existence d'un Pakistan « *puissant et capable de faire face aux pressions soviétiques qui ne cessent de s'accroître est dans l'intérêt national des Etats-Unis* », a-t-on souligné au Département d'Etat à propos de cet accord.

EN 24 HEURES

UEO

Attaques de Tass

L'agence Tass estime que l'ordre du jour de la 27e session de l'assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), qui s'est ouverte lundi, à Paris, reflète l'intention des milieux « pro-atlantistes » d'utiliser l'UEO « *contre le processus de la détente, sous le prétexte d'une prétendue menace soviétique* ». Dans une dépêche datée de Paris, l'agence officielle soviétique critique énergiquement l'inscription, à l'ordre du jour de la session, d'un exposé sur « *la sécurité européenne et la Méditerranée* ».

URSS

Notombe à Moscou

Andrei Gromyko, ministre soviétique des Affaires étrangères, a réaffirmé, à Moscou, la nécessité de la poursuite du dialogue entre l'Est et l'Ouest au moment où « *la situation internationale se complique* ». Le ministre soviétique, qui s'exprimait au cours d'un déjeuner offert en l'honneur de son homologue belge, Charles-Ferdinand Notombe, en visite officielle en URSS, a relancé la proposition soviétique d'un moratoire sur le projet de déploiement de nouveaux missiles nucléaires américains en Europe.

FMI

Non à l'OLP

Le conseil exécutif de la Banque mondiale a pris une décision visant à empêcher l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) de siéger en tant qu'observateur à la réunion annuelle de l'organisation.

CHINE

Réunion du PCF

Une réunion du plénum du parti communiste chinois s'est apparemment ouverte lundi à Pékin, selon des sources généralement dignes de foi. Mais elle n'a pas été annoncée officiellement.

EL SALVADOR

Paysans décapités

La violence a fait de nouvelles victimes à El Salvador, où l'on a découvert lundi une douzaine de cadavres, dont trois à Suchitoto, à une soixantaine de kilomètres de la capitale. Les victimes ont été horriblement blessées, puis décapitées à coups de machette.

JAPON

350 avions

Les Etats-Unis ont demandé au Japon de porter de 250, initialement prévus dans le programme de défense japonais, à 350 le nombre de leurs avions de chasse, apprend-on, à Tokyo, de sources émanant de l'Agence de la défense (ministère japonais de la Défense).

AFRIQUE DU SUD

Agitation à Durban

La police a fait irruption à l'université de Durban-Westville alors que les étudiants continuent de boycotter leurs examens. Armée de fouets et de gaz lacrymogènes, elle a dispersé les étudiants qui stationnaient sur le campus. La presque totalité des 1 500 étudiants soutient le boycottage. Les étudiants ont indiqué que leur action durera jusqu'à ce que leurs demandes aient été satisfaites. Ils ont exigé notamment de ne pas passer d'examens le 16 juin, date anniversaire des émeutes qui, en 1976, ont fait plus de 600 victimes parmi les jeunes.



Le général Roberto Viola, dictateur de la République argentine depuis mars 1981. (Photo Sygma)

Le peso dévalué de 120% depuis janvier

L'Argentine sombre dans une grave crise économique

Malgré la mise en place d'une nouvelle équipe économique par le général Roberto Viola, chef de l'Etat argentin, le régime dictatorial de Buenos Aires a de plus en plus de mal à maîtriser la situation. Le nombre des chômeurs atteint 11 % de la population active, la dette étrangère s'élève à 30 milliards de dollars, les faillites se multiplient.

LE gouvernement argentin du général Roberto Viola, porté au pouvoir il y a à peine plus de deux mois, se voit déjà confronté à une crise de confiance généralisée, de par son impuissance à résoudre efficacement les graves problèmes économiques du pays.

La seconde dévaluation massive du peso, qui, depuis le début de l'année, a perdu près de 120 % de sa valeur par rapport au dollar, a engendré la crainte d'un nouvel essor de la spirale inflation-dévaluation.

Faute du soutien de nouveaux investissements, l'appareil productif, loin de bénéficier de la relance escomptée, est au contraire en pleine récession, et le danger du chômage se précise. Il touche désormais plus de deux millions de personnes, soit environ 11 % de la population active.

30 milliards de dollars

Le manque de confiance a de nouveau déclenché une ruée sur la monnaie américaine. En quelques jours, les réserves ont fondu de 650 millions de dollars, alors que la dette extérieure atteint le seuil des 30 milliards de dollars, soit un des records du tiers monde.

La transition entre la dictature militaire et le retour progressif à la démocratie que prétend assurer le général Viola s'annonce donc plus difficile que prévue.

Accueillie avec enthousiasme par les milieux financiers, fin avril, l'équipe économique mise en place par le nouveau président de la République, sous la direction du ministre de l'Economie, Lorenzo Sigaut, est désormais sévèrement critiquée « *pour son incapacité à appliquer un programme cohérent* ».

L'efficacité économique était, en effet, l'un des deux principaux objectifs du gouvernement Viola, avec l'ouverture politique qui, du fait de la gravité de la situation, a été reléguée au second plan.

Faillites

Le général Viola a eu beau déclarer, après la récente dévaluation du peso, que le pays traversait des « *turbulences conjoncturelles qui seront surmontées* », le plus profond pessimisme règne dans les milieux économiques et financiers. « *On va en venir à regretter l'austérité imposée par l'ancien ministre de l'Economie, Martinez de Hoz* », peut-on communément entendre chez les industriels et chefs d'entreprise argentins, dont beaucoup se voient contraints de fermer leurs portes, sinon définitivement, du moins périodiquement.

C'est le cas notamment dans le secteur automobile, où Ford a baissé sa production de 40 % tandis que Renault et Sevel (Peugeot-Fiat) ont diminué la semaine de travail de cinq mille ouvriers, qui ne touchent plus qu'un demi-salaire.

Après l'affaire du « Recueil Bibo »

Agitation chez les intellectuels hongrois

Encouragés par les événements de Pologne, des intellectuels hongrois revendiquent depuis quelques mois davantage de libertés. Mais, inquiète pour son bien-être, la masse de la population semble préférer le statu quo.

LE fossé semble se creuser entre les autorités hongroises et un certain nombre d'écrivains et d'intellectuels, dont le pouvoir s'efforce de contrecarrer les initiatives, jugées inutiles ou idéologiquement malsaines. Ce combat discret se déroule à fleurets mouchetés, nul ne paraissant souhaiter d'affrontement ouvert. Mais les signes de malaise s'accumulent.

Le plus récent a été la convocation, le 29 mai, d'une réunion des écrivains du parti pour débattre d'un enjeu délicat : l'opposition intérieure. En fait, à peine la moitié des membres de l'Union des écrivains inscrits au parti jugèrent utile de se déplacer, et aucun écrivain de renom n'y assistait. La discussion prévue tourna court.

Deux mois plus tôt, le premier secrétaire du parti hongrois, Janos Kadar, avait fustigé les « *irresponsables* » qui cherchent « *à se placer à tout prix sous les feux de la rampe* ». Il visait probablement les animateurs du Comité d'aide aux pauvres constitué en particulier d'intellectuels et d'artistes, ainsi que de certains écrivains.

Auparavant, les autorités avaient « *suspendu* » les activités du Cercle des jeunes écrivains Jozsef Attila. Plusieurs initiatives du cercle avaient déplu : ses membres avaient demandé à se rendre en Pologne pour juger par eux-mêmes de la situation, ils souhaitaient publier un journal et voulaient que des sympathisants, même non écrivains, puissent adhérer au cercle.

Le « Recueil Bibo »

L'affaire du *Recueil Bibo* est un autre motif d'irritation pour les autorités : il s'agit d'un ensemble d'essais que 70 écrivains, parmi lesquels de nombreuses figures de premier plan, comme le poète Gyula Ilyes, ont consacrés à l'œuvre d'Istvan Bibo, qui fut ministre d'Imre Nagy en octobre 1956. Les contributions au recueil reflètent souvent des vues fort éloignées de l'idéologie en place. Elles rendent hommage à un penseur « *démocrate* », qui, selon eux, avait raison « *moralement* », mais resta six ans en prison après l'écrasement de l'insurrection de 1956.

Comme on pouvait s'y attendre, la publication du recueil — déposé à l'automne dernier — ne fut pas autorisée. Chacun de ses auteurs dispose d'un exemplaire personnel (quatre gros volumes polycopiés et brochés), et a dû participer aux frais de confection. Les auteurs de l'ouvrage ne constituent d'ailleurs pas un groupe homogène.

Un certain bruit

Si l'affaire a fait un certain bruit, c'est surtout en raison d'un rapport rédigé sur le recueil à la demande du comité central du parti, et qui établit une distinction entre ses différents auteurs, selon le danger plus ou moins grand qu'ils représentent pour le régime. Selon ce rapport, qui, lui, a largement circulé à Budapest, le *Recueil Bibo témoigne de « la mauvaise ambiance qui règne au sein de l'intelligentsia hongroise, puisque ses auteurs évoquent les limites du pseudo-libéralisme »* de la Hongrie de Janos Kadar.

Le rapport indique aussi que des sanctions devront être prises contre cetains auteurs du recueil s'ils ne viennent pas à résipiscence. En fait, aucune mesure n'a été prise jusqu'à présent, et les autorités se sont seulement assurées, par des « *conversations* » avec certains intéressés, qu'ils protesteraient en cas de publication du recueil en Occident.

Le bien-être

La grogne manifestée à mi-voix par certains intellectuels est-elle susceptible de se manifester par des actions plus ouvertes d'opposition ? C'est peu probable. La Hongrie connaît depuis quelques années un climat politique plus ouvert que celui des autres pays de l'Est, à l'exception de la Pologne. Et surtout, grâce à sa réforme économique et à la bonne gestion des affaires, les magasins regorgent de marchandises. En définitive, si les milieux intellectuels suivent avec sympathie les événements de Pologne, la masse de la population s'inquiète plutôt des retombées polonaises sur son bien-être, qui ne souffre aucune comparaison avec celui des Tchèques ou des Roumains. Les Hongrois n'oublient pas que les Polonais viennent par milliers passer chaque année leurs vacances à Budapest ou sur les rives du lac Balaton, pour s'y approvisionner en produits de toute sorte. Y compris du monde occidental.

Un reportage de la chaîne de télévision américaine CBS

Une guerre nucléaire ravagerait l'Europe

Les villes sont si proches les unes des autres qu'une seule charge nucléaire, même lancée par un missile de faible puissance, détruirait dans certains pays deux villes en même temps. Comment frapper l'ennemi sans atteindre les forces de son propre camp ? C'est la question que se posent les militaires de l'OTAN.

L'EMPLOI d'armes nucléaires à courte et moyenne portée en Europe, en cas de conflit armé entre les forces de l'OTAN et celles du pacte de Varsovie, pourrait se révéler désastreux pour les utilisateurs comme pour les populations à défendre, a estimé la chaîne de télévision américaine CBS, dans une émission diffusée le 15 juin.

Une bonne partie de cette émission de soixante minutes, présentée en avant-première à la presse, utilise des films pris au cours de récentes manœuvres des Alliés en Europe de l'Ouest. Ils illustrent le manque de préparation des combattants en cas de recours à l'arme nucléaire sur le théâtre européen. Le principal problème, sur ce que les militaires appellent un « *champ de bataille nucléaire intégré* », serait de frapper l'ennemi sans atteindre en même temps les forces de son propre camp. Les armes nucléaires à courte et moyenne portée sont, en effet, parfois imprécises, et dégagent des radiations si étendues qu'il est difficile d'éviter des « *bavures* ».

L'équipage d'un char

Dans un épisode pris sur le vif, qui a provoqué l'hilarité des journalistes qui visionnaient l'émission, l'équipage d'un char s'était si bien terré dans son engin qu'il n'avait même pas remarqué la petite explosion censée représenter le champignon atomique.

CBS s'attarde aussi à montrer les difficultés de fonctionnement d'un quartier général, si tout le personnel est obligé de porter les équipements protecteurs encombrants contre les radiations. « *Personne ne sait très bien,* ajoute le commentateur, *ce que les radiations feraient à une machine à photocopier ou à un téléphone.* »

Le deuxième grave danger, selon CBS, du recours à l'arme atomique sur le théâtre européen, serait le risque d'anéantissement des populations civiles que les combattants sont censés protéger.

De façon significative, les militaires ouest-allemands, qui apprennent à manier les missiles nucléaires américains à moyenne portée Pershing, destinés à l'Europe, s'entraînent aux Etats-Unis, dans l'Etat du Nouveau Mexique. En effet, il n'existe pas de site assez désertique, en Europe de l'Ouest, pour que l'entraînement puisse s'y dérouler sans danger.

En Allemagne de l'Ouest, les villes sont si proches les unes des autres qu'une seule charge nucléaire, même lancée par un missile de faible puissance, détruirait deux agglomérations en même temps.

Grenade : pressions des Etats-Unis

Les Etats-Unis viennent de faire savoir à la Banque de développement des Caraïbes qu'ils s'opposaient à l'octroi par cet organisme de fonds américains destinés à la petite île de Grenade. En avril, les Etats-Unis avaient déjà fait pression sur la Communauté économique européenne pour que celle-ci s'abstienne de participer au financement du nouveau aéroport international en construction au sud-est de l'île. Etat indépendant entre le Venezuela et la Martinique, Grenade est dirigé par le premier ministre Maurice Bishop, de tendance castriste.

L'armée polonaise entre discrètement en scène

Un atout mais pas une garantie contre le danger d'intervention soviétique

L'INVASION soviétique de la Pologne, si elle avait lieu, ne serait pas une partie de campagne. Elle se heurterait à l'armée polonaise. Son chef, le général Wojciech Jaruzelski, premier ministre et ministre de la Défense, a indiqué un choix sans équivoque pour les Polonais. Il a affirmé mercredi dernier, lors de la session houleuse du comité central du Parti ouvrier unifié polonais : *« L'armée polonaise sera à la hauteur des besoins de l'expérience indépendante et socialiste de la nation. »*

« Indépendante » compte autant que « socialiste » ; et le mot est moins ambigu. Cette déclaration d'intention, renforcée de la *« pleine confiance et estime »* exprimée à la même occasion par les *« membres du comité central en uniforme »* à Kania et à Jaruzelski, apparaîtra peut-être dans l'avenir comme un élément décisif d'un tournant dans l'histoire de la Pologne et du socialisme. Même si l'on ne doit pas oublier le sens politique remarquable et la maîtrise dont ont fait preuve notamment le premier secrétaire, Stanislaw Kania, et Kaziemierz Barcikowski pour contrer les partisans d'un retour en arrière.

En février dernier, Jacek Kuron, principal animateur du KOR, aujourd'hui bête noire de la presse soviétique, exprimait déjà son « optimisme » après la nomination de Jaruzelski à la tête du gouvernement. Il expliquait que l'appareil du parti et de l'administration était à la fois le principal appui du pouvoir en même temps que le principal adversaire des réformes, et qu'il valait mieux qu'un dirigeant puisse, pour contrecarrer cette inertie, disposer d'une autre force, c'est-à-dire de son propre appareil, par exemple l'armée. Encore une fois, Kuron ne s'est pas trompé, lui qui, à partir de 1976, avait animé la solidarité avec la classe ouvrière, croyant à son essor en dehors du cadre imposé par le parti.

Pas d'illusions

Vérité en deçà des Tatras, erreur au-delà. Varsovie n'est pas Prague. A un mois du congrès extraordinaire du POUP, le Kremlin a des angoisses de même nature qu'à la veille de celui du Parti communiste tchécoslovaque, qui aurait dû, à la fin de l'été 1968, sceller le succès du Printemps de Prague. Mais comparaison n'est raison que si l'on mesure les différences.

Le KGB n'a pas besoin d'espions pour savoir que la population polonaise est près de deux fois plus nombreuse que les populations tchèques et slovaques réunies, et surtout plus unie par le catholicisme et par Solidarité. Le Printemps de Prague était né dans le Parti communiste. L'Eté polonais a pris naissance dans la classe ouvrière. Et il a mûri plus longtemps, sans compter l'expérience des luttes de 1956, 1968, 1970 et 1976.

Vivant dans une pénurie inimaginable aujourd'hui en Europe, acculés à la disette, les Polonais ont un besoin vital de remédier profondément aux désordres économiques ; ce qu'étaient loin d'éprouver leurs voisins du sud. Enfin, un siècle et demi d'occupation russe fait qu'ils connaissent mieux le « grand frère » soviétique. Aujourd'hui, ni les communistes polonais — dont les dirigeants furent, en 1938, liquidés à Moscou — ni les officiers —, dont les aînés furent, en 1941, massacrés à Katyn —, ni les jeunes — dont les parents ont vu, en 1944, l'Armée rouge contempler à la jumelle l'insurrection de Varsovie — ne veulent se faire d'illusions sur la bienveillance de Moscou.

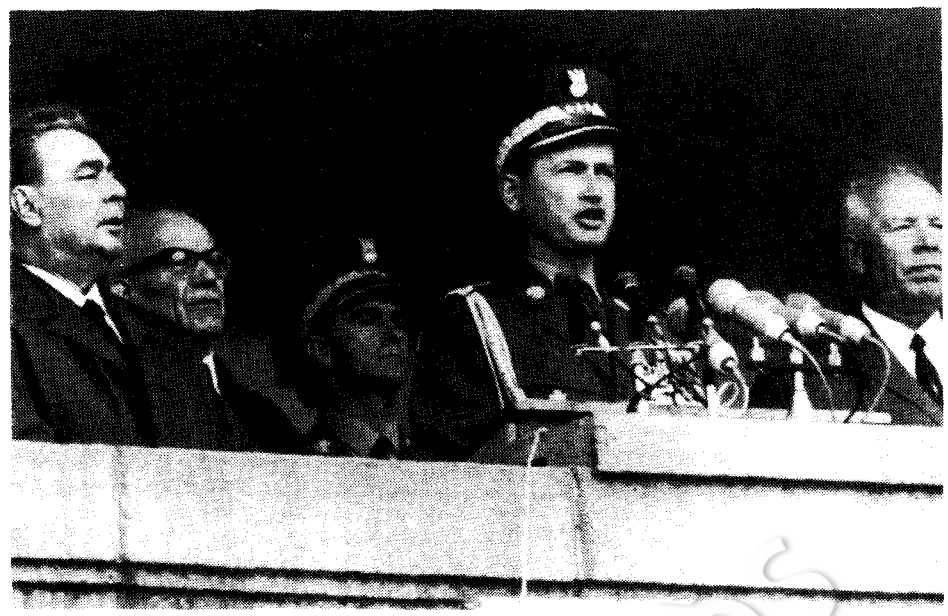
Si le KGB leur rapportait ce que tout le monde peut lire dans les bulletins de Solidarité, les soldats soviétiques sauraient déjà qu'ils ne pourront compter sur aucun poteau indicateur si, par hasard, ils sont parachutés en Pologne.

Ce sera le moindre des ennuis de Brejnev. Envahir n'est rien à côté d'occuper. L'enlisement dans la normalisation ou dans la guerre serait plus profond qu'en Tchécoslovaquie ou qu'en Afghanistan.

Mais, d'un autre côté, le Kremlin contraint le monde à envisager celle-ci lorsqu'il s'alarme du *« danger mortel »* qui pèserait sur les *« conquêtes révolutionnaires »* ou de la *« menace »* sur la sécurité commune du camp socialiste.

Vivant dans cette ombre, les Polonais sont obligés de garder des nerfs solides. La solidarité qui a gagné toute la société leur a permis de surmonter bien des tensions. Mais, dans les semaines critiques qui s'annoncent, plus de solidarité venue d'ailleurs ne serait peut-être pas inutile. Car, pour nous aussi, les conséquences d'un conflit entre l'URSS et la Pologne sont incalculables dans le monde en crise.

Pierre LI



Le général Jaruzelski. C'était en 1969. Gomulka, qui dirigeait la Pologne, était encore aux côtés de Brejnev. (Photo Gamma)

Italie : incertitude avant les élections de dimanche

Les consultations de Giovanni Spadolini, président du Conseil pressenti, se termineront mercredi soir ou jeudi matin. La formation du nouveau gouvernement semble difficile, en pleine campagne électorale.

L'ISSUE de la crise italienne apparaît toujours soumise aux élections administratives partielles du 21 juin prochain, estiment les observateurs au lendemain de la désignation de Giovanni Spadolini comme président du Conseil pressenti.

Ce dernier a entamé vendredi la tournée des consultations de tous les partis politiques. Ce n'est que lundi que devait débuter le deuxième tour de ces consultations, réservées celles-là aux partis susceptibles de former la nouvelle coalition gouvernementale.

Dans le meilleur des cas, elles se termineront mercredi soir ou jeudi matin. A ce moment, les chefs des partis politiques seront trop engagés dans la bataille électorale, considérée comme un test politique dans la mesure où elle concerne près d'un quart de l'électorat, pour pouvoir mener de front les ultimes négociations pour la formation du gouvernement. Pour le moment, Spadolini bénéficie dans sa tentative, tout au moins officiellement, de l'appui du Parti socialiste et de l'aile gauche de la démocratie chrétienne, ainsi que du Parti communiste, qui s'est déclaré prêt à une *« opposition constructive »*.

Le Parti socialiste

Enfin, le Parti libéral a lui aussi assuré Spadolini de son soutien. Mais, au-delà des déclarations officielles, la plupart des observateurs estiment que les partis politiques ne découvriront vraiment leurs cartes qu'une fois connus les résultats des élections. Et, en particulier, le Parti socialiste, dont le projet reste toujours de briguer la présidence du Conseil, mais qui a besoin pour cela de consolider son « assiette électorale ».

L'appui du Parti socialiste à Spadolini apparaît ainsi surtout destiné à le faire arriver sans encombre à ces élections, tout en débloquant la question de la présidence du Conseil, confiée à un laïc, même si elle n'est pas, cette fois, confiée au PSI. Côté démocrate chrétien, l'échec de Forlani et la désignation de Spadolini ont ouvert au sein du parti de majorité relative des luttes de courant et des polémiques internes. Le nouveau président du Conseil pressenti ne pourra pas avant longtemps compter sur un appui ferme et uni de ce parti.

Autre difficulté pour Spadolini : le Parti social-démocrate. Le président du Conseil pressenti ne peut, en effet, que difficilement associer le PSDI à sa coalition après avoir demandé la dissolution de la loge P. 2, dont Pietro Longo, secrétaire général du PSDI, serait membre.

Les élections de dimanche

Giovanni Spadolini devrait donc logiquement partir dans sa tentative sur la base d'une coalition quadripartite comprenant, d'une part, la démocratie chrétienne, le Parti socialiste, le Parti républicain et le Parti libéral, et, s'appuyant, d'autre part sur les ouvertures manifestées par le PCI.

Toutefois, une forte progression socialiste aux élections du 21 juin et un recul de la démocratie chrétienne, risquent de changer du tout au tout le comportement des états-majors politiques : les premiers briguant à nouveau la présidence du Conseil, la seconde ne faisant aucun cadeau à celui qu'elle estimera responsable de sa chute.

Dès lors, le président de la République aura le choix entre la former un gouvernement « institutionnel », c'est-à-dire confié à une personnalité libre de toute attaque politique et composé de techniciens, ou dissoudre les chambres et provoquer des élections anticipées.

Election présidentielle aux Philippines le 16 juin

L'opposition accuse Washington d'ingérence

LE chef de l'opposition philippine, l'ancien sénateur José Diokno, a affirmé qu'un représentant du département d'Etat américain avait récemment tenté de faire pression sur l'opposition pour qu'elle mette un terme à sa campagne de boycottage de l'élection présidentielle prévue pour le 16 juin.

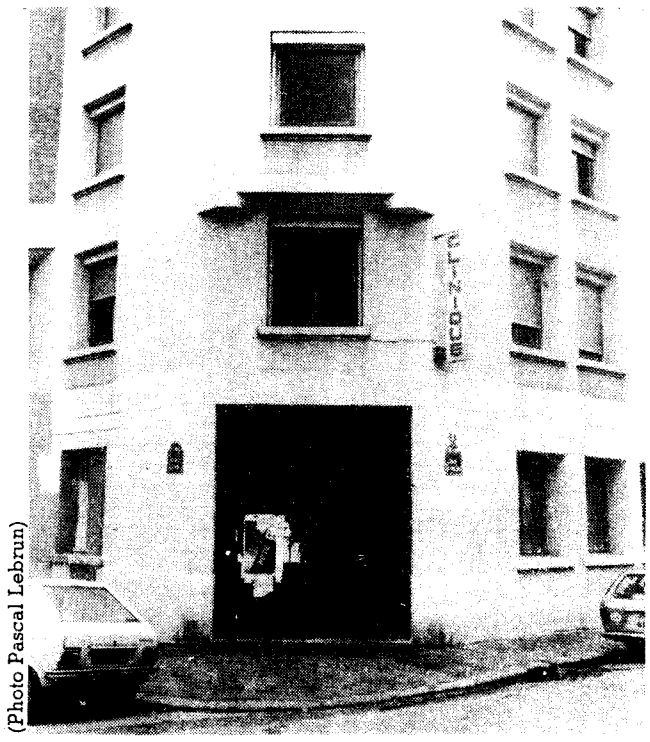
A l'occasion d'un rassemblement, à Manille, pour la journée de l'Indépendance, Diokno a déclaré devant une foule estimée à 8 000 personnes qu'un responsable du département d'Etat qu'il n'a pas identifié s'était récemment entretenu avec un dirigeant de l'opposition philippine dont il n'a pas non plus révélé le nom. Selon lui, le responsable américain aurait déclaré que le président des Philippines, Ferdinand Marcos, pourrait accepter de concéder à l'opposition trente pour cent des sièges de l'Assemblée nationale intérimaire, voire le poste de premier ministre, si l'opposition cessait sa campagne de boycottage.

Jeudi dernier, Diokno avait déjà accusé l'ambassadeur des Etats-Unis à Manille, Richard Murphy, d'avoir approché des dirigeants de l'opposition dans l'espoir de les convaincre de ne pas boycotter le scrutin présidentiel. L'ambassade avait démenti cette accusation.

URSS : les pentecôtistes accusés d'épilepsie

L'Etincelle de Turkménie, organe du Parti communiste de la Turkménie soviétique, accuse les pentecôtistes de propager un enseignement *« réactionnaire, monstrueux par nature qui mutile les esprits en éloignant les fidèles de toute vie sociale active en cultivant chez eux l'apolitisme, l'obscurantisme et la superstition. »* Selon l'organe du PC turkmène, les fidèles se livrent à des rituels *« lugubres, insensés et malsains »* allant *« jusqu'à la limite de la frénésie et de l'épilepsie »*.

« Cette secte nous est hostile » conclut *l'Etincelle de Turkménie*, justifiant les persécutions qui frappent les pentecôtistes, comme les baptistes et adventistes en URSS.



(Photo Pascal Lebrun)

IVG

Le procès des blouses blanches

Les médecins de la clinique de la Pergola rejugés en appel

Sept médecins comparaissent mardi devant la deuxième cour d'appel de Paris. Poursuivis en vertu de l'article 317 du Code pénal pour avoir pratiqué des avortements illégaux (au-delà de dix semaines), ils avaient été condamnés lourdement par la seizième chambre correctionnelle le 4 mars dernier.

AU 6 de la rue d'Oran, à Paris, dans le XVIII• arrondissement, seule l'enseigne, éteinte rappelle qu'une clinique a existé. Mais le nom a soigneusement été effacé : la « clinique de la Pergola » a bien mauvaise réputation depuis qu'en octobre 1979 la fermeture judiciaire de l'établissement a été ordonnée.

« L'affaire » fit alors grand bruit : soupçonnés d'infanticide à la suite d'une dénonciation, les docteurs André Guilloux, un gynécologue de cinquante-deux ans, et son anesthésiste, Marie-Odile Wargnier, trente-trois ans, étaient écroués. Tous deux devaient bénéficier d'un non-lieu par la suite, mais le mal était fait. Réduits au silence, comment auraient-ils pu s'expliquer devant l'opinion publique? Marie-Odile Wargnier a fait plusieurs mois de préventive et André Guilloux est toujours incarcéré...

Après ouverture d'une enquête administrative, six autres médecins étaient inculpés pour avoir pratiqué des avortements tardifs; dont certains sur des femmes enceintes de plus de cinq mois. Quatre étaient placés sous écrou : Aimé Marchand, cinquante-cinq ans, le PDG de la Pergola et chirurgien plasticien ; Jacques Mazyrat, cinquante-deux ans, et Guy Freudenberg, trente-cinq ans, tous deux généralistes ; Aziza Benkira, trente-cinq ans, anesthésiologiste. Milhail Popescu et Hector Boccara étant, eux, laissés en liberté.

Coïncidence : le scandale éclatait à quelques semaines de la rediscussion de la loi Veil sur l'IVG à l'Assemblée...

La presse se fit l'écho de quotas dépassés, gonfla les chiffres, le discrédit était jeté. Le parquet, après quatorze mois d'instruction, ne retint pourtant que vingt-cinq cas litigieux sur une période de deux ans.

Lors du procès, Simone Iff — au nom du Planning familial — est venue expliquer pourquoi la loi Veil était bafouée, dans la mesure où 32 % des hôpitaux publics refusaient de pratiquer des IVG, obligeant les femmes à s'adresser à des cliniques privées, le délai fatidique dépassé.

L'accusation de « trafic financier » devait également se révéler non fondée. Mais le jugement se voulait exemplaire : il le fut. Aimé Marchand était condamné le 6 mars à six ans ferme, à 120 000 F d'amende, André Guilloux à cinq ans ferme et 100 000 F d'amende. Tous deux se voyant en outre interdire à vie d'exercer leur métier. Jacques Mazeyrat, considéré comme le « rabatteur », est le seul à ne pas faire appel : il est sorti en liberté conditionnelle au mois d'avril dernier. Condamné à quatre ans dont deux avec sursis, et à six ans de suspension professionnelle, il n'a plus qu'un espoir : exercer à l'étranger. Les cinq autres inculpés, condamnés avec sursis et interdits d'exercer pour cinq ans, comparaissent libres.

Carine LENFANT

VOYEURISME

Une mort en direct

Après la fin du petit Alfredo, l'Italie se remet (mal) de l'échec des sauveteurs

LA mort du petit Alfredo n'a pas fini de bouleverser les Italiens. Son interminable agonie au fond d'un puits artésien, les moyens mis en œuvre pour le dégager et leur étonnante inefficacité sont encore au centre de toutes les conversations. Il paraît décidément plus facile de puiser du pétrole dans la mer du Nord que de dégager un enfant dont le corps gît toujours par soixante mètres de fond. Curieuse compensation : le propriétaire du terrain sur lequel avait été creusé le puits a été écroué et inculpé d'homicide par imprudence.

Quarante-huit heures après sa chute, pourtant, les chances de sauver Alfredo étaient encore réelles, et sa mère n'est pas la seule à mettre en cause le « *manque d'organisation rationnelle des secours* ». Tout au long du drame, les appareils et instruments nécessaires à l'opération de sauvetage sont arrivés avec des retards considérables. Les secouristes sont passés d'une tentative à l'autre dans la plus totale improvisation.

Pour les Italiens, cette désorganisation et cet échec sont d'autant plus intolérables qu'ils contrastent avec les fabuleux moyens déployés par la télévision. Pendant plus de dix-huit heures, les téléspectateurs de la péninsule ont pu consommer le spectacle sonorisé de cette « *mort en direct* ». Réflexe corporatiste : nombre de commentateurs s'attachaient en tout cas, hier, à défendre l'attitude de la presse.

Ainsi, l'*Unitá* (organe du Parti communiste italien) refuse tout « *moralisme politique* » et préfère parler de « *méditation collective sur la mort et le destin* ».

Fallait-il, pour méditer, descendre un micro au fond du puits afin de mieux faire entendre les gémissements d'Alfredo ?

Pascal PRIESTLEY



(Photo Gamma)

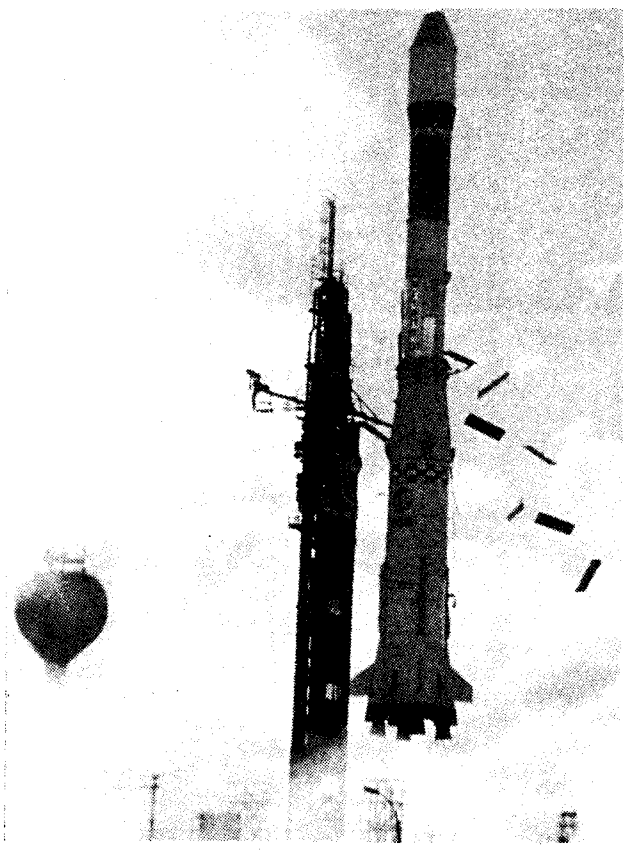
SOL...

Plus de caprices pour Ariane

Troisième tentative de lancement, vendredi, pour la fusée européenne

UNE chose est certaine : à Kourou (Guyane) les préparatifs de mise à feu continuent de se dérouler normalement en attendant l'heure, vendredi 19 juin, de confirmer ou d'infirmer l'hypothèse selon laquelle cette fusée européenne est bien un lanceur de satellites. Les mauvaises langues parlent encore d'elle depuis l'échec du 23 mai 1980 comme d'un sous-marin ou d'une fusée sol-mer d'un genre coûteux.

Ariane, dit-on, est condamnée à réussir. Une nouvelle tentative malheureuse et les partenaires de la France — en premier lieu, les Allemands — pourraient songer à renoncer au projet. Du côté français, la détermination est sans faille. Pierre Joxe, ministre de l'Industrie, a fait savoir (à l'occasion du salon aéronautique du Bourget) combien le projet lui tenait à cœur.



Nulle trace de chauvinisme dans cette prise de position. Ce lanceur, s'il parvenait enfin à échapper à la pesanteur, aurait pour le développement industriel tant français qu'européen, des conséquences favorables. En fait, l'engin est destiné à se frayer entre les super-productions des deux super-grands, le chemin d'une certaine indépendance dans le domaine des télécommunications spatiales. Un des plus riches marchés du futur proche.

Le concurrent le plus direct d'Ariane c'est... la navette américaine Columbia dont la brillante réussite voilà deux mois, pourrait rester sans suite si les programmes de la NASA ne recevaient pas le supplément financier qui leur fait tant défaut.

Objectifs

Quels sont les objectifs précis de cette troisième tentative de lancement de la fusée Ariane? D'abord démontrer la validité des modifications apportées à un engin qui avait explosé en plein vol. Ensuite, en cas de réussite, il s'agira de mettre en orbite simultanément deux satellites, l'un de météorologie, *Meteostat,* d'origine européenne, l'autre indien répondant au doux nom d'*Apple*.

Les responsables du programme Ariane qui sont d'incurables optimistes ou bien des partisans résolus de la très vieille méthode des essais et erreurs (ce qui revient strictement au même) déclarent par la voix du président du Centre national d'études spatiales, Hubert Curien, « *Nous sommes très confiants, car nous avons depuis l'échec d'Ariane n° 2 révisé complètement l'ensemble des éléments de notre lanceur.* » Conclusion : « *Nous avons de très bonnes raisons de penser que ce troisième tir doit être le bon et démontrer définitivement la valeur de cette fusée* » a-t-il déclaré récemment à l'AFP.

Sauf caprice, Ariane devrait être « *qualifiée* » à la suite des deux prochaines tentatives ce qui lui ouvrirait les portes de l'avenir après celles de l'espace. Après un programme de quatre lancements d'essais, viendraient les vols promotionnels. Cinq sont d'ores et déjà prévus pour les deux années à venir. D'ici à 1985, ce sont finalement trente satellites français qui pourraient rejoindre les quelque trois mille objets divers volant au-dessus de nos têtes.

Parlons argent : le programme de développement d'Ariane a déjà coûté plus de cinq milliards pour lesquels la France a participé à 63 %. Frais de récupération compris.

Jean WEBER

sur les bancs de l'école

Destination bachot

365 000 lycéens planchent ou vont plancher sur les épreuves du baccalauréat. Angoisses...

DESTINATION bachot. La session 1981 du baccalauréat a commencé la semaine dernière. Les épreuves, décentralisées et étalées dans le temps cette année comme l'an dernier afin de correspondre au calendrier (lui aussi décentralisé) des départs en vacances, se dérouleront du 10 juin au 7 juillet pour les épreuves du baccalauréat de l'enseignement général, et du 15 juin au 3 juillet pour celles du baccalauréat de technicien.

365 500 candidats sont inscrits, 253 700 passeront les épreuves du bac général. Ils n'étaient que 249 952 en 1980, 118 800 autres « subiront » les épreuves du bac de technicien (108 531 en 1980). Créé en 1969, année où 26 000 candidats s'étaient inscrits, le baccalauréat de technicien, qui a obtenu en 1972 la parité avec le bac général pour l'accès aux universités, a passé, en 1978, le cap des 100 000 candidats et ne cesse depuis de connaître une faveur croissante.

Il est instauré (au baccalauréat général) une épreuve de travail manuel comprenant deux options, mécanique ou menuiserie, destinées à : « *valoriser l'exercice du travail manuel dans le cadre d'activités personnelles* ».

L'épreuve, facultative, d'éducation musicale est modifiée aussi bien pour le bac général que pour celui de technicien. Elle doit favoriser l'écoute plutôt que la dictée musicale. En éducation artistique, les épreuves ont été rénovées : Pour le bac général, le dessin « à vue » est remplacé par une production à partir de documents tandis que les épreuves du bac de technicien varieront selon les séries et les intérêts divers des candidats.



En ce qui concerne la répartition des candidats par séries, les séries « D » et « D' » (mathématiques et sciences de la nature) restent les premières en nombre de candidats : 78 300. Ces séries connaissent cependant une baisse par rapport à l'an dernier.

La série « A » (philosophie-lettres) vient en seconde position : 67 300 candidats inscrits (65 320 en 1980, soit une augmentation de 3 %). C'est la troisième année consécutive que cette série, qui fut autrefois la plus prisée, se redresse après avoir connu une longue période de baisse de 1970 à 1978.

La série « B » (économique et social) compte 53 700 inscrits (49 895 en 1980 soit 7,6 % d'augmentation). Cette série confirme une faveur qui ne se dément pas au fil des années et connaît même, depuis 1976, une ascension fulgurante.

La série « C » (mathématiques et sciences physiques) baisse par contre depuis deux ans. Elle compte en 1981 45 800 candidats (46 156 en 1980). Série « royale », ouvrant les portes des grandes écoles, elle est aussi réputée la plus difficile. C'est d'ailleurs pour éviter la trop grande sélection par les seules mathématiques que



le ministère de l'Education avait décidé de rééquilibrer les séries et avait créé ces classes de seconde indifférenciées, dites de détermination, qui devraient se mettre en place l'an prochain.

La série « E » (mathématiques et techniques), enfin, ne réussit toujours pas à décoller : 8 600 candidats inscrits seulement (8 711 en 1980). La faveur du bac de technicien explique les difficultés de la série « E » du bac général. Ils sont, en effet, 46 300 (44 946 en 1980 soit 3 % d'augmentation) à avoir choisi les séries « F » (13 options du secteur industriel) du bac de technicien. Les séries « G » (secteur tertiaire) de ce même bac de technicien augmentent elles aussi de 3 % : 64 700 candidats contre 62 821 en 1980. La série « H » (informatique) enfin, compte 800 candidats inscrits (764 en 1980). La preuve que les séries ont leurs lois.

A. BONNOT

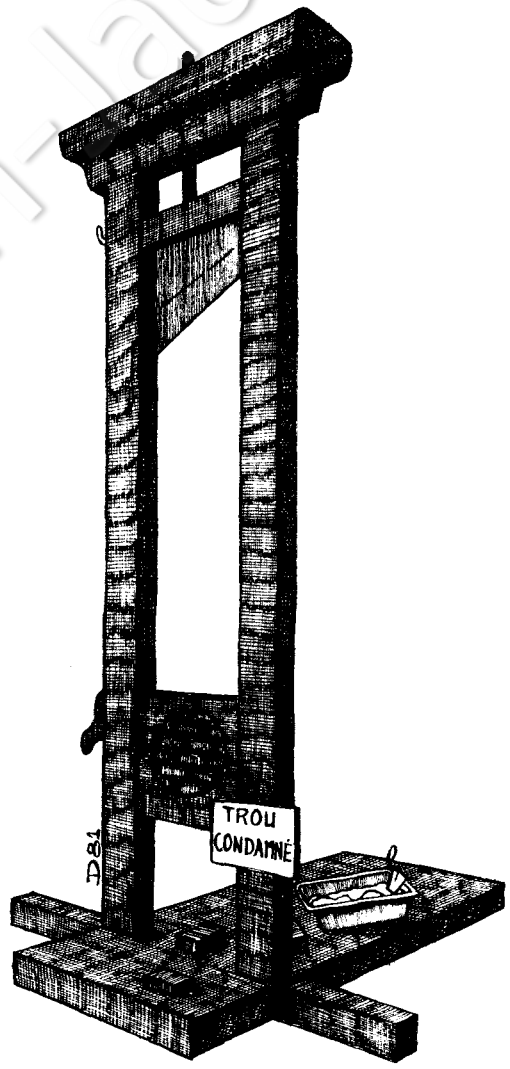
Rhin et Gironde

LE procureur a requis, lundi, douze ans de prison contre cet ex-lieutenant convaincu d'avoir participé aussi activement que possible à la déportation vers Auschwitz de dix-mille juifs.

Douze ans contre dix mille assassinats : l'arithmétique a parfois de ces bizarreries où il n'est pas sûr que la justice y trouve son compte. Comme l'accusé, Kurt Asche, ainsi que le procureur sont allemands, il est à prévoir que l'opinion française — toujours prompte à dénoncer la mansuétude dont les autorités d'outre-Rhin font preuve avec les anciens SS — réagisse.

Mais, au fait, qui s'inquiète encore, en France, des lenteurs monotones dans l'affaire de cet ex-ministre français du Budget, de cet ancien député RPR du Cher sous l'occupation, chef de cabinet du préfet de la Gironde, qui, sans jamais porter l'uniforme noir et argent des troupes de Himmler, a fort efficacement organisé le dernier voyage de quelque 1 690 israélites bordelais ?

Jean WEBER



derrière le tableau...

L'enfant en morceaux

Autiste, Frédéric vit sa deuxième naissance avec les thérapeutes

L'enfance et la vie mentale sont des thèmes omniprésents dans les films réalisés par Daniel Karlin (auteur avec Tony Lainé de *la Raison du plus fou* et du *Petit Donneur d'offrandes*, aux éditions sociales). Mardi, sur TF1 22 heures, l'histoire, la « deuxième naissance » de Frédéric, un enfant blessé par l'histoire familiale, se déroule sous nos yeux, « si vite et si lentement ».

ETONNANTE et unique en son genre, cette expérience psycho-médicale de la télévision nous fait vivre des instants d'amour et de patience... Un enfant muré dans la citadelle de l'autisme se transforme peu à peu. Il joue beaucoup avec l'eau, symbole d'apaisement, et souvent devant une glace, comme pour bien voir et comprendre qu'il existe, que son corps (nu) lui appartient. Frédéric, avec ses cris et ses balbutiements qui deviennent des mots, apprend à faire de la bicyclette, pour se mouvoir dans le même espace que les autres. C'est dans les bras de Daniel Karlin qu'il prononce son prénom pour la première fois, c'est dans les bras d'Anne, une thérapeute de l'hôpital de jour de Tony Lainé, qu'il parle de ses pieds, de la terre... C'est encore dans ses bras, enroulé douillettement dans une serviette, qu'il prend la position du fœtus.

De véritables corps à corps avec les thérapeutes, avec Daniel Karlin, d'où Frédéric sort transformé, heureux, réconcilié avec lui-même... Et puis des instants de douleur atroce devant le téléphone, devant la grand-mère impuissante et fatiguée, devant ce monde qui l'a blessé et privé de langage.

C'est pour lui rendre le sens et le goût du toucher, de la caresse, du geste et du mouvement, que Anne, Catherine et les autres thérapeutes, le suivent pas à pas, mot à mot. Parce qu'un enfant autiste est aussi un être en mille morceaux qui traîne un traumatisme ou un choc de l'enfance, Daniel Karlin remonte dans le passé de Frédéric. En tournant chez la mère, la grand-mère et la nourrice d'accueil. Un passé que Frédéric retrouve avec difficulté.

Foi thérapeutique

Mais les phases de régression sont positives dans la guérison de l'autisme, elles sont nécessaires ! A tel point que la mère et l'enfant finissent par se retrouver, avec tout l'amour et la tendresse qui leur ont manqué. Frédéric et sa mère jouent beaucoup ensemble : le jeu étant une thérapie indispensable à travers laquelle l'enfant revit ses moments douloureux.

L'histoire de Frédéric, son cheminement vers la guérison se poursuivent jour après jour, entre chaque image, hors caméra, car le monde du non-dit, c'est aussi celui de l'autisme. Daniel Karlin et Tony Lainé nous prouvent par leur patience et leur « foi thérapeutique », que l'enfant autiste n'est pas désespérément « débile ».

Au contraire, la retrouvaille émouvante de Frédéric et, sa mère, les sourires de l'un et de l'autre, les mots et les regards échangés sont autant de signes de vie... D'une évolution qui mène au langage, à la parole. N'est-ce pas Micheline, la mère, qui dit à son fils : « *Tu n'es plus mon petit bébé, tu es mon gros bébé, maintenant...* »

Frédéric a grandi, sous nos yeux, il existe, il le sait, c'est le plus bel espoir...

Diane MILLER

Qui a peur de Radio-K ?

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT, Claude Estier, Maurice Grimaud, Jacques Delors et Michel Crépeau avaient signé une pétition dans le Monde, *le 9 avril dernier, à la suite de la décision de Jean-Philippe Lecat, alors ministre de l'Information, de brouiller Radio-K.*

Avec son émetteur installé en Italie, cette dernière était tout à fait légale : radio périphérique mais non radio pirate, Radio-K diffusait ses émissions sur toute la Côte d'Azur. François Mitterrand élu, ses animateurs ont espéré voir cesser le brouillage. D'autant que Gérard Jacquet, député socialiste au Parlement européen, avait déposé le 6 mai une demande de débat d'urgence sur cette atteinte à la liberté d'informer.

Deux semaines après l'élection présidentielle, le brouillage a effectivement cessé. Pour reprendre le 10 juin dernier. Comment Georges Fillioud peut-il justifier cette décision, alors que RM.C, qui émet depuis la France, est tolérée ?

C.L.

Les hommes les plus hauts

Avec l'entraîneur de l'équipe de France, un entretien sur l'avenir du saut en hauteur national

LA saison estivale d'athlétisme semble placée, en ce mois de juin, sous le signe du saut en hauteur. Après Ramon Diaz et ses 2,22 mètres réalisés à Villeneuve-d'Ascq lors des championnats de France de l'Union nationale du sport scolaire (UNSS), c'est au tour de Franck Bonnet de se distinguer.

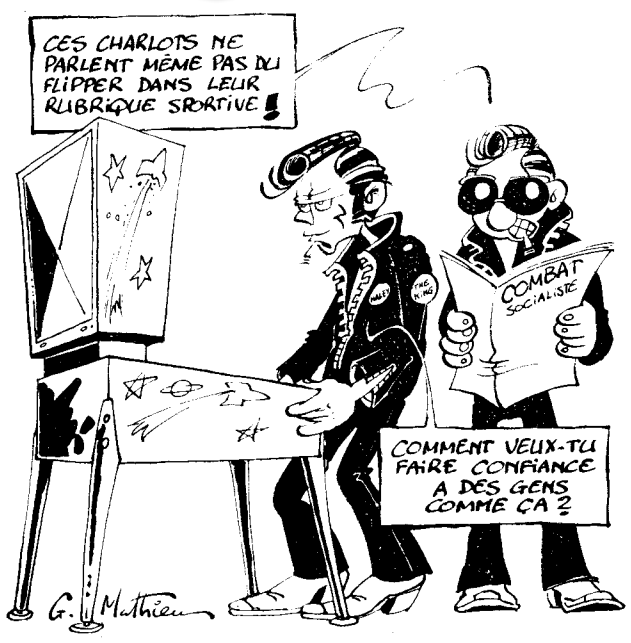
Le Puciste a frappé un grand coup aux épreuves de sélections d'Antony, en effaçant le vieux record de France de Paul Poaniewa (2,26 mètres franchis le 29 juin 1975 à Saint-Etienne durant les championnats internationaux de France). 2,27 mètres pour Bonnet qui revient au plus haut niveau après une fracture de la cheville en 1978. Le concours d'Antony a d'ailleurs été le meilleur jamais réalisé par des sauteurs français. Qu'on en juge. Derrière le nouveau recordman de France, Agbo et Tanon ont franchi 2,23 mètres, tandis qu'Hernandez, Verzy et Diaz sautaient 2,20 mètres.

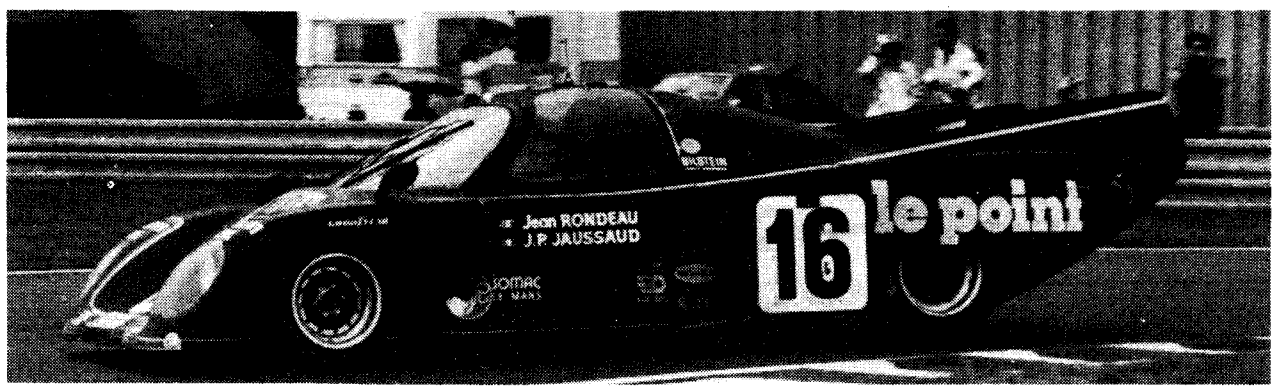
En quelques semaines, Guy Guézille, entraîneur national, responsable des sauts et plus particulièrement de la hauteur sur le terrain, a vu ses athlètes battre ainsi tous les records masculins. Le cadet Motti avec 2,18 mètres (troisième performance mondiale), Diaz en junior (2,22 mètres), Verzy avec 2,24 mètres en espoir et enfin Bonnet en senior. Y aurait-il du nouveau dans cette discipline? « *Ces performances sont la conséquence d'un travail suivi sur un groupe d'athlètes,* nous dit Guy Guézille, *depuis deux années. Au-delà de l'action ponctuelle constituée par les divers stages, nous essayons de développer la notion d'équipes de travail afin de faire passer une ligne directrice.* » Cette option choisie par les responsables fédéraux se traduit sur le plan technique. Sans entrer dans des considérations trop spécialisées, Guy Guézille nous explique : « *Nous mettons l'accent sur une certaine qualité de course d'élan pour le saut en hauteur. Nous mettons en valeur la notion de vitesse de déplacement et celle du virage assez large pour l'élan en fosbury.* » Il faut d'ailleurs noter que les six sauteurs qui se sont distingués à Antony sont des adeptes du fosbury flop. « *Il est évident que le mouvement est plus facile à saisir. Je constate que cette méthode est plus rentable. On peut le regretter, et je constate simplement cet état de fait. Mais d'autre part, cela donne accès à plus de monde au saut en hauteur.* »

La réussite de la spécialité est aussi le fruit du travail d'un groupe d'entraîneurs œuvrant dans la même direction. Notons que les meilleurs Français viennent d'horizons différents : Paris, Pierre-Bénite, Toulon. Autant d'entraîneurs (Daniel Aligne, Jean Keller...), collaborant avec Guy Guézille qui tient à souligner que Cannes est « *aussi un foyer d'intérêt avec Motti, mais aussi Madely Beaugendre, une cadette qui vient de franchir 1,78 mètres* ».

Dès le week-end prochain, à Mâcon, Bonnet et ses camarades pourront continuer leur escalade face aux Espagnols et aux Britanniques. Le sauteur qui sera sélectionné pour la demi-finale de la Coupe d'Europe à Lille les 4 et 5 juillet sera connu après cette épreuve. La tâche sera rude pour le Français quel qu'il soit. Le record de France se situe encore loin des meilleurs sauts mondiaux. « *Si tout semble se déplacer vers le haut, il ne faut pas pour autant s'envoler* », tempère Guy Guézille, qui espère tout de même voir cette saison l'un de ses athlètes franchir la barre symbolique des 2,30 mètres.

Félix CHIOCCA





«Arti. auto. réput. ch. sponsor»

Rondeau se mesure aux géants de la compétition avec plus de talent que d'argent

VAINQUEUR surprise des 24 Heures du Mans 1980, l'équipe Rondeau cette année est « tombée » face à l'armada Porsche dont les groupes moto-propulseurs complètement retravaillés ont fait merveille.

La ronde victorieuse des pilotes prestigieux que sont Derek Bell et Jacky Ickx n'arrivera toutefois pas à éclipser la performance des Rondeau. La victoire de l'an dernier et les 2e et 3e places de l'édition 1981 placent l'artisan du Mans dans le gotha des constructeurs des courses d'endurance dont le championnat pourrait avec bonheur retrouver en 1982 son prestige d'antan.

Porsche, on connaît. C'est l'œuvre d'un certain Ferdinand dont la passion pour les belles mécaniques l'amena à devenir l'un des piliers du sport automobile et l'industriel type de la voiture de sport. Ainsi, il est difficile d'imaginer qu'un constructeur de la taille de Rondeau puisse être comparé au géant d'outre-Rhin.

Autant comparer, même si cela n'est pas très original, David à Goliath. Pourtant, les résultats sont là !... La première apparition de Rondeau date de 1976. Après avoir rêvé et rêvé devant ces monstres de légende comme Ferrari, Ford, Chapparal, Porsche, Alfa Roméo, Matra, Jean Rondeau, un jeune ingénieur manceau décide de construire sa voiture de course qu'il pilotera lui-même en compagnie d'un autre pilote pas trop exigeant sur le plan financier pour participer aux 24 Heures. Mais aussi passionné qu'il fût, il n'était pas pensable de pouvoir construire son bolide sans une aide financière importante.

Cette aide viendra à la suite d'une rencontre (fructueuse) avec Charles James de la firme de papier peint Inaltéra. Les deux voitures alignées au départ seront à l'arrivée. L'année d'après, sur trois « Inaltéra » au départ, trois franchiront la ligne d'arrivée, et aux places d'honneur... En 1978, Inaltéra abandonne Jean Rondeau. Pourtant tout en prouvant d'année en année sa compétitivité, ce dernier continuera à concevoir de nouvelles autos sans savoir s'il pourra se présenter au départ. Ses voitures porteront les noms des différents commanditaires : Le Point, ascenseurs Otis, ITT Océanic, etc. Mais enfin, elles tournent et tournent bien même. A présent, Jean Rondeau s'est fait à sa situation et demeure persuadé que les sponsors arriveront à temps rafraîchir la trésorerie.

Malgré l'accident mortel dont a été victime un de ses pilotes et ami, Jean-Louis Lafosse, Rondeau sera à nouveau au départ des prochaines 24 Heures du Mans mais aussi de toutes les autres épreuves du championnat du monde d'endurance. Après bien des nuits passées dans ses petits ateliers à préparer « ses » voitures.

Emmanuel CHRISTOPHE

L'aventure dans un fauteuil

En traversant l'Atlantique sur de petits avions, plusieurs dizaines d'équipages viennent de prouver qu'on pouvait être à la fois téméraire et prudent

QUAND les organisateurs de Air Transat 81 ont fait connaître leur projet, ils se sont heurtés à l'incrédulité du grand public : comment des petits appareils pilotés par des amateurs pouvaient prétendre rivaliser avec les jets supersophistiqués au-dessus de l'Atlantique ? Il fallait être complètement fou pour se lancer dans une telle aventure. Dans les aéro-clubs cependant, on entendait un autre son de cloche : les pilotes privés savent depuis longtemps que la plupart des appareils qu'ils pilotent sont d'origine américaine et qu'ils sont arrivés en France en volant de leurs propres ailes. Dans le sens Etats-Unis-Europe, les traversées aériennes sont le lot quotidien de pilotes spécialisés dans le convoyage d'appareils neufs qui doivent être livrés en Europe et qui ne sont pas uniquement des bimoteurs. Pour se lancer dans la première Transat aérienne, il ne fallait donc pas être fou mais simplement pilote averti et prudent.

Il fallait aussi avoir pas mal d'argent et de nombreux équipages qui s'étaient mis sur les rangs très tôt ont dû renoncer au dernier moment à prendre le départ, faute d'avoir trouvé le commanditaire généreux qui leur aurait donné l'argent nécessaire : suivant les appareils utilisés, la traversée aller-retour pouvait s'évaluer à environ 150 000 francs. A la dernière minute quatorze équipages se sont finalement désistés. La veille du départ, le deuxième équipage féminin français de la course espérait encore mettre la main sur un mécène : Suzy Oberlin et Béatrice Maillard refusaient de jeter l'éponge tant que le départ n'était pas donné, mais elles n'avaient plus beaucoup d'illusions en venant au Bourget.

Les plus fous de cette course ont sans doute été Jean Salis et Pierre Dague qui se lançaient dans l'aventure aux commandes de leur Dragon Rapide De Havilland de 1937. Pendant un an, ils ont préparé leur machine, la désossant entièrement et démontant complètement les moteurs d'origine. Jean Salis qui passe sa vie à retaper des vieux avions pour son musée volant était très confiant au départ : « *S'il fait beau, ce sera une belle balade. Mais si nous rencontrons du mauvais temps, cela peut très rapidement tourner à l'aventure et même à l'aventure catastrophique. D'autant plus que l'appareil n'est pas dégivré et qu'il est plutôt lent.* » Mais tout s'est bien passé pour ces merveilleux fous volants qui se sont posés à Beauvais comme à la parade après un raid d'environ 13 000 kilomètres en un peu plus de cent quarante heures de vol. C'est tout juste s'ils ont un peu souffert du froid : au Groenland, dans leur cabine pas chauffée, le thermomètre marquait — 12° !

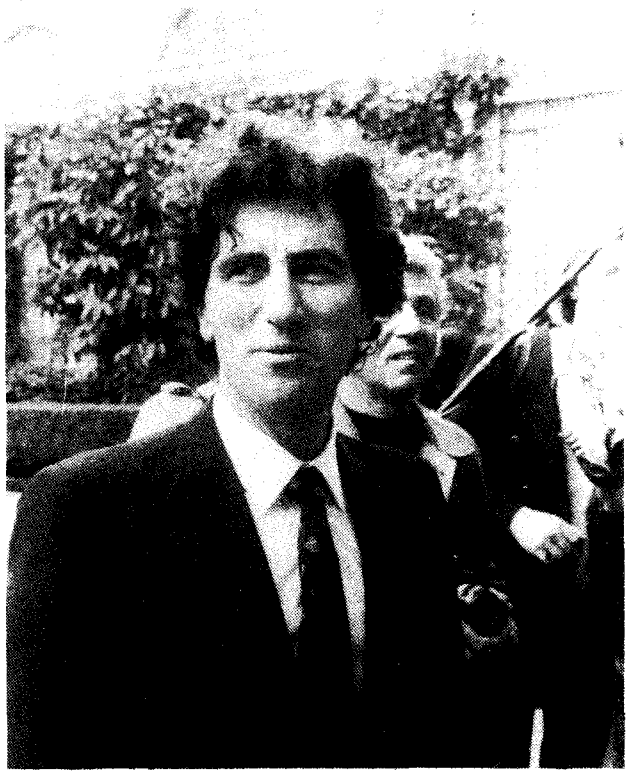
Le seul équipage féminin français — Hélène Lacour et Nicole Duval — a effectué un vol sans problème. Financées par Intertechnique, elles avaient eu le temps d'effectuer un vol de reconnaissance. Pilotes professionnels toutes les deux, elles savaient dans quelle galère elles s'embarquaient : elles étaient presque aussi fraîches à l'arrivée qu'au départ. De nombreuses réserves avaient été formulées sur le sérieux de cette compétition au vu de certains concurrents qui prenaient le départ sur des monomoteurs tellement ordinaires qu'ils paraissaient ridicules à côté de leurs concurrents. C'était le cas notamment d'un Gardan piloté par son propriétaire — un modeste agriculteur qui sacrifiait depuis vingt ans à sa passion de l'aviation — et un jeune homme frais émoulu de l'Ecole nationale de l'aviation civile (ENAC). Le premier avait gardé son accent du terroir et le second n'avait pas jugé bon de quitter ses sandales pour aller au Groenland. N'empêche qu'à l'étape de Narsarssuak, le petit Gardan n° 32 était premier en temps compensé. L'équipage a cependant préféré abandonner à la suite d'une défaillance technique. Un bel exemple de sérieux dans cette folle entreprise.

En dépit de la disparition d'un appareil — le n° 110 - Air Transat 81 a été une réussite. En 1983, une deuxième course lancera de nouveaux pilotes dans la tourmente. Il reste encore de beaux jours pour les mordus de l'aviation.

Pierre POIX

La culture a-t-elle besoin d'un ministre?

Jack Lang répond



DANS son immense bureau blanc et or, couleurs papales que réchauffent trois roses rouges, un grand garçon émerge de ses dossiers pour vous accueillir. Soucieux d'effacer les distances? de faire oublier son titre de ministre? il vient s'asseoir à côté de vous et vous invite à parler. N'hésitez pas à piétiner l'étiquette et à poser à Son Excellence cette irrespectueuse question.

— ***A quoi ça sert, un ministre de la culture? C'est une invention gaulliste.***

Jack Lang sourit. Il vous décernerait un bon point s'il avait le goût de jouer les « profs ». Mais il préfère bavarder d'égal à égal.

— A quoi je sers? Je crois, en effet, que ce ministère, comme d'autres, doit s'interroger sur sa légitimité. Il ne s'agit pas de diriger la vie culturelle mais d'abord de réparer les dégâts, les injustices causées par la centralisation, le système capitaliste et le mauvais fonctionnement des media. La victoire de François Mitterrand a donné le coup d'envoi à l'utopie, à la générosité qui va enfin se traduire en actes. Après tant d'années d'un regime froid et sec, il importe d'irriguer, de réensemencer le terrain créateur. Il faut multiplier les foyers d'invention, arracher les hommes à leur passivité. Si mon ministère accomplit sa tâche correctement, sa finalité, à terme, est de disparaître. Il en va de même pour d'autres institutions qui pourraient s'auto-administrer sans dépendre d'une puissance tutélaire. Mais attention, ceci n'implique pas le désengagement de l'état qui a pour devoir de favoriser l'épanouissement de la culture.

— ***En période de crise, n'est-ce pas un luxe dont on pourrait faire l'économie?***

— Je suis convaincu du contraire. La survie de notre pays dépend de ce que François Mitterrand appelle *« les gisements inexplorés de notre intelligence et de notre sensibilité »*. Voilà nos vraies richesses, notre avenir. Et je pense en premier lieu aux enfants, les créateurs de demain, dont il convient de stimuler la curiosité et l'audace. Comme ni la Culture ni l'Education nationale ne peuvent, isolément, accomplir cette immense tâche, il faudra qu'une agence opérationnelle s'en charge, en collaboration avec les deux ministères, afin de mettre à la disposition de la jeunesse des moyens, des hommes, des idées, à l'école et hors l'école.

— ***Et pendant que les gosses partiront à la découverte, les parents somnoleront devant la télé...***

— Non, si l'audiovisuel devient lui aussi un lieu de rencontre et d'éveil. Avec le ministère de la Communication, nous allons réunir un comité de réflexion pour la réforme de la télé et de la radio. Il s'agit d'instituer un système autonome mais comprenant un certain nombre d'obligations afin d'assumer sa fonction culturelle.

— ***Qui vous dit que le public aspire à la culture ? Et que vos efforts, vos subventions, vos encouragements susciteront des chefs-d'œuvre ? Notre civilisation ne vous semble-t-elle pas à bout de souffle ?***

— Nous sommes mal placés pour en juger, nous qui avons le nez dessus. Laissez le temps établir une perspective. Peut-être nous révélera-t-il que nous traversons une période de maturation. Déjà, des signes en témoignent; on voit se ranimer le sens de la fête qui va de pair avec le retour sur soi-même et la soif de solitude. Hier, le régime privait les hommes d'émotions collectives sans pour autant se soucier du besoin de silence et de retraite. Chacun broyait du noir ou du gris, coincé dans la foule cloisonnée. Ce sont ces barrières que l'avènement de la gauche va renverser. La réussite du gouvernement de François Mitterrand tient à leur capacité de changer les relations humaines.

— ***Est-ce du ressort de la culture ?***

— C'est sa raison d'être. Le socialisme ne consiste pas en une addition de mesures techniques mais d'abord en un état d'esprit, presque un état d'âme. Portés par cet élan, nous devons chercher un juste équilibre entre l'héritage et le renouveau du patrimoine et son enrichissement par la création.

— ***Et si les gens protestent : « C'est trop difficile pour moi ! », comment les mobiliserez-vous ?***

— En leur répondant comme Picasso à une dame qui lui avouait : *« Votre peinture, c'est du chinois pour moi »*, — *« Le chinois s'apprend, madame. »* Sur tous les plans, nous avons un sacré retard à rattraper. Mais la volonté y est, l'impatience flotte dans l'air. Des quatre coins du pays, des projets, des suggestions nous parviennent. Mon rôle est d'aller à leur rencontre, de discuter avec leurs auteurs, de transformer en actes les promesses. Je m'efforce de parer au plus urgent : le problème du livre, par exemple, qui implique la suppression de l'arrêté Monory. Mais tous les secteurs de la création appellent au secours et j'entends n'en sacrifier aucun. Oui, la tâche paraît immense, irréalisable dirait-on si j'étais seul à l'entreprendre. Heureusement, l'aspiration au changement anime toute l'équipe gouvernementale et la majorité des Français. Voilà pourquoi je suis à la fois optimiste et méfiant. Il faut mettre les bouchées doubles mais se garder d'improviser. Hâtez-vous lentement, ce n'est pas facile.

Certes, mais quel obstacle résisterait au dynamisme tempéré de Jack Lang ?

Propos recueillis par Gabrielle ROLIN

LE LIVRE DU JOUR

Les Russes à Paris

«Le Chemin», de Dominique Bergez

VOICI un livre que vous ne trouverez pas chez votre libraire. Il fait partie de ces parutions à compte d'auteur, jamais distribuées, jamais lues, et dont personne ne parle. Exclus du véritable « milieu » de l'édition, les auteurs qui s'éditent eux-mêmes sont superbement ignorés, méprisés... et exploités par certains éditeurs qui leur promettent moyennant finance de les faire accéder au succès.

Dominique Bergez y a-t-il pensé en faisant paraître *le Chemin* à la Pensée universelle, éditeur spécialisé dans les publications à compte d'auteur ? Ou bien s'est-il rabattu vers cette solution onéreuse après avoir été rejeté par de plus classiques éditeurs ?

C'est dans le Sud-Ouest qu'il a situé l'action de son gros roman de 350 pages. Habitant Pau, il a dû se promener souvent dans les montagnes qu'il dépeint avec beaucoup de finesse et de précision. Dans *le Chemin*, la nature vit; c'est un personnage à part entière.

Hélas, ce n'est pas un conte à la Giono qu'a rédigé l'auteur, mais un récit de guerre. Avec un postulat de départ loufoque : l'Armée rouge envahit la France à l'occasion du week-end du 1er Mai (après avoir traversé sans encombre l'Allemagne par l'autoroute!) et occupe le pays à l'instar des nazis lors de la dernière guerre! Le capitaine Daniel Haquin déserte à temps pour prendre le maquis et organiser la Résistance.

Pourquoi Dominique Bergez a-t-il choisi un tel thème? Il aurait pu réussir une authentique œuvre de science-fiction si ses soldats russes étaient plus crédibles, au lieu de ressembler trop à des nazis de carnaval. C'est dommage.

Reste que *le Chemin* paraît bien construit, avec des personnages quelquefois touchants et un suspense souvent prenant, bien que son style souffre de lourdeurs et de préciosités. Un honnête roman de guerre sur un sujet mal choisi.

Edouard BRASEY

• *Dominique Bergez :* le Chemin, *La Pensée universelle, 353 pages.*



Le chaudron des sorcières

TROIS pianos, un écran, une bassine de farine, sept danseurs, une caméra vidéo... et trois comédiennes, Catherine Atlani, Michèle Lemeur et Anne-Marie Fijal. Ce cocktail hétéroclite donne un « opéra-mémoire à trois temps » : *Demeter 2. Comprenne qui veut se rendre à l'Atelier du Chaudron (Cartoucherie de Vincennes, 75012 Paris) tous les soirs, sauf dimanche et lundi, à 21 heures (jusqu'au 4 juillet).*

EN COULISSES

Un Breton couronné par la Société des gens de lettres

Le poète romancier et critique littéraire Charles Le Quintrec a reçu le grand prix de la Société des gens de lettres pour l'ensemble de son œuvre.

Né en mars 1926, près de Vannes (Morbihan), Le Quintrec a déjà obtenu le prix Max-Jacob et le prix Apollinaire, le Goncourt de la poésie, avec *Jeunesse de Dieu* (1975). Il est aussi l'auteur de plusieurs romans, tels que *les Chemins de Kergrisi, le Dieu des chevaux, la Ville en loques*. Il a écrit, en collaboration avec Louis Guilloux, *la Bretagne que j'aime* et réalisé une vaste rétrospective des *Grandes Heures littéraires de la Bretagne*, de Chateaubriand à nos jours, couronnée par le prix des Ecrivains bretons.

Les grands prix du Roman vont à Robert André, pour *une Passion ingénue* (Gallimard), et à Frédérick Tristan pour *les Tribulations héroïques de Balthasar Kober* (Balland).

le cinéma américain recule en France

45 706 000 spectateurs environ sont allés au cinéma en France au cours du premier trimestre 1981, soit une progression de 3,57 % par rapport à la même période de l'an dernier, indiquent les statistiques du Centre national de la cinématographie. Les recettes correspondantes représentent un total de 696 512 000 francs, soit une augmentation de 17,20 % par rapport à 1980.

Avec 23 313 000 entrées de janvier à mars dernier, les films français ont drainé 51,01 % de l'ensemble des spectateurs, soit une progression de 1,96 % ; ces résultats indiquent également un redressement de la fréquentation pour le cinéma français : en effet, celui-ci n'avait eu pour l'ensemble de 1980 que 46,95 % des spectateurs. En seconde position vient le septième art américain, avec 14 911 000 spectateurs (32,62 % des entrées) ; soit une diminution de 0.02 % par rapport à la même période de 1980.

Et pourtant Romy tourne

La comédienne Romy Schneider, opérée le mois dernier d'un rein, doit reprendre le travail au début d'août, pour le tournage de *la Passante sans soucis*, de Jacques Rouffio, avec Michel Piccoli comme partenaire. Les premières prises de vues de cette adaptation d'un roman de Joseph Kessel devaient normalement commencer fin mai.

Théâtre pour la jeunesse à Lyon

Huit pays (Canada, Etats-Unis, France, Italie, RDA, Suède, Tchécoslovaquie, URSS) participeront aux IIIes Rencontres internationales de théâtre pour l'enfance et la jeunesse de Lyon, qui se dérouleront dans six grands théâtres de la ville du 9 au 27 juin.

Organisée par le Centre dramatique national, dit le Théâtre des jeunes années, cette manifestation biennale accueillera pour la première fois en France le congrès mondial Théâtres et Jeunes publics, du 13 au 20 juin.

L'Empire State Youth, théâtre institué de New York, présentera *la Belle au bois dormant*, un spectacle exotique loin de tout réalisme, intégrant les techniques de jeu japonaises. Le Théâtre musical de Moscou pour la jeunesse donnera une version insolite du célèbre conte *le Petit Chaperon rouge*. La France sera représentée par des troupes de Lyon, de Caen et de Sartrouville

Sélection cinéma

Docteur Jekyll et les femmes, *de Walerian Borowczyk.*

Docteur Jekyll revu et corrigé par Borowczyk. De grands bains dans une eau immonde. Des yeux qui d'un seul coup deviennent rouges — comme le regard du spectateur. Des cris, pas beaucoup de chuchotements, mais des soupirs, des soupirs, des soupirs... et des bâillements garantis dans la salle !

Le Guêpiot *de Joska Pilissy, avec Bernard Fresson.*

Ecoutez, braves gens, la lamentable et triste histoire de la malheureuse petite fille. Un père adorable, aimant — un rien alcoolique. Une mère hystérique, folle et méchante, oh, méchante ! Un pensionnat de religieuses (à remarquer, le rimmel de la mère supérieure !) impitoyables, dures, cruelles, sournoises...

Diderot, à côté, c'est du petit lait. Et *les Deux Orphelines,* une simple histoire de la vie quotidienne. Mieux vaut relire *le Petit Chose.*

Shogun *de Jerry London, avec Toshiro Mifune.*

Amateurs de clichés, à vos postes ! Il n'en manque ici pas un de la grosse et bonne vieille artillerie. Les méchants ont l'œil sournois, les héros sont sans peur et sans reproche, et la belle héroïne succombe avant la fin de l'histoire. Et ça dure 2 h 39 !

Idolmaker, *de Taylor Hackford, avec Ray Scharkey.*

Comment un compositeur qui n'ose pas se produire sur scène fabrique des vedettes. Les lance, les étouffe. Un fort joli film remarquablement interprété par Ray Sharkey, la vedette de *Willie and Phill.*

Ciné-recettes

(Résultats au 6 juin 1981)

• **Succès mérités.**

Excalibur, de John Boorman : 2 919 378 entrées.

Trois frères, de Francesco Rosi : 3 968 853 entrées.

Possession, de Andrzej Zulawski : 1 382 602 entrées.

• **Succès honteux.**

Malevil, de Christian de Chalonges : 8 685 899 entrées.

Le bahut va craquer, de Michel Nerval : 4 738 051 entrées.

San Antonio ne pense qu'à ça, de Joël Séria : 2 448 671 entrées.

• **Insuccès immérités.**

Les années lumière, de Alain Tanner : 339 375 entrées.

Quelque part dans le temps, de Jeannot Swzarc : 928 568 entrées.

Fondu au noir, de Vernon Zimmerman : 336 763 entrées.

Chez vous, chez nous

Créteil. Spectacle musical : *Désormais,* présenté par le théâtre du Lierre. 21 heures. Maison du Combattant. Créteil-Village. Le 19 juin.

Hem. Provinciales du théâtre : *Sauvons, sauvons la France,* par la Pie Rouge. 18 heures. Hôtel de Ville.

Lille. Provinciales du théâtre : *Théâtre ouvert* (gueuloir). 17 heures, FNAC-Furet, les 17 et 18 juin ; *Théâtre ouvert* (mise en voix), 20 h 30, Maison Saint-Exupéry, les 17, 18 et 19 juin.

Villeneuve-d'Ascq. Provinciales du théâtre : *le Ciel ouvert,* d'Yves Heurté, présenté par la Comédie de Lorraine. Rose des vents. 21 heures. Le 19 juin.

EN COULISSES

Le prix « France-Québec » à l'écrivain Michel Tremblay

Le prix littéraire « France-Québec, Jean Hamelin » a été attribué au Québécois Michel Tremblay pour *Thérèse et Pierrette à l'école des Saints-Anges*

Créé en 1965 par l'Association des écrivains de langue française *(Adèle)* avec la collaboration de la délégation générale du Québec à Paris, et le ministère des Affaires culturelles du Québec, ce prix vise à promouvoir en France l'œuvre d'un écrivain québécois.

Moscou, capitale mondiale de la danse

Plus de 120 danseurs de 23 pays participeront au IVe Concours international de ballet qui se tiendra à Moscou du 11 au 26 juin.

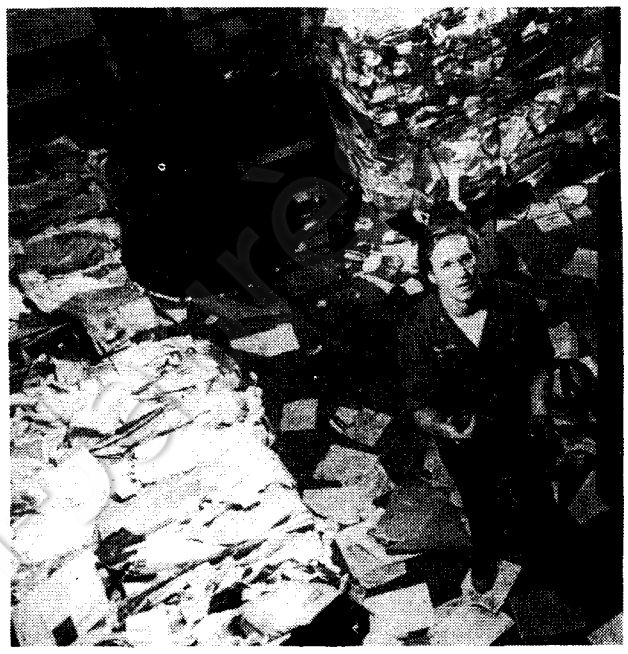
L'Union soviétique présente, 16 danseurs, les Etats-Unis et la Bulgarie 13 chacun ; la RDA, la Suède et le Japon 8 ; la Hongrie et la Roumanie 7. Pour la première fois, des danseurs autrichiens, vietnamiens et suédois seront présents.

Le jour des films

Un regard noir

«L'Œil du témoin», de Peter Yates

COMMENT faire quand on est jeune, sympathique, mais modeste gardien dans un building de New York, pour rencontrer, voire séduire, une journaliste distinguée et mondaine, dont on enregistre sempiternellement le radieux visage à la télévision, pour s'en repaître le soir avant de s'endormir ? Il faut décidément que le bienheureux hasard s'en mêle. Ou le crime. La chance inouïe de Daryll Deever (William Hurt), c'est l'assassinat d'un négociant vietnamien : son patron. C'est aussi l'arrivée sur les lieux de la ravissante Tony Sokolov, la journaliste vénérée. Mais le véritable trait de génie du petit gardien, c'est d'aborder la belle dame et... de lui laisser entendre que lui, a vu « quelque chose », qu'il « sait »... Mais s'il est bien joli de faire l'intéressant, cela peut causer tout de même , quelques problèmes. D'énigmatiques Vietnamiens veillent. De sombres juifs agissent dans l'imbre. Le danger est à la porte...



William Hurt gardien d'immeuble.

Peter Yates a confectionné là un petit film noir aux multiples rebonds dans l'atmosphère glauque, angoissante des grands immeubles vides, d'un New York bizarre et cosmopolite. Suspense, haletantes poursuites, mystère mystère... Tous les ingrédients du genre sont de la partie — y compris les fausses peurs, fausses alertes, et l'humour. Seulement, le scénario se prend lui-même à son piège. A force de vouloir nouer trop de choses ensemble, on finit par s'emmêler dans les fils, et décevoir le spectateurs par (un peu) trop d'invraisemblance. *L'œil du témoin* — dont les regards deviennent beaucoup plus appuyés qu'il ne le siérait à la fin du film — ressort de ce que l'on nomme habituellement — et sans nuance péjorative — un très bon film de divertissement. Et puis, l'œil du spectateur aussi s'y régale. Sigourney Weaver est superbe. Et William Hurt, que l'on découvre ici, révèle d'extraordinaires — et indéniables — qualités de comédien. On n'oubliera pas de sitôt le regard bleu de ce témoin-là.

Colette MILON

Bande originale

QUARTET, de James Ivory, est un charmant petit film, plutôt plaisant, plongé dans la sulfureuse atmosphère des Années folles. Sa musique, signée Richard Robbins, constitue l'un de ses charmes et méritait donc d'être éditée à part.

Une valse nostalgique au piano. Et beaucoup, beaucoup de fox-trots, blues et charlestons. Certains « songs » sont interprétés par la fantastique Armella McQueen, que l'on n'a pu oublier si l'on a vu *Harlem swing,* l'an dernier, à Paris. Quant aux fans d'Isabelle Adjani, ils seront comblés puisque, d'une voix maladroite et frêle — mais combien attachante — elle pousse aussi la chansonnette... (Disque Polydor, POL 360 - 2393 291.

C.-M.

JAZZ

Un coup de dés abolit le hasard

L'UNE des meillleures choses qui soient jamais advenues au jazz, dans notre pays, fut la constitution au tout début des années soixante d'un groupe vocal — les Double Six — dirigé par Mimi Perrin et spécialisé dans la recréation d'arrangements et de solos instrumentaux, selon la technique mise au point par Eddie Jefferson, puis reprise par quelques autres dont King Pleasure, Jon Hendricks et Dave Lambert (Hendricks, parolier quasi joycien du fameux trio LHR, fut, à beaucoup d'égards, le principal modèle de Mimi, qui rédigea elle-même les textes — français —utilisés par ses camarades).

L'un des principaux événements de la saison phonographiques 1981-1982 aura été la réédition, en juin, du deuxième album des Double Six, enregistré en 1961 et 1962. Absent du marché depuis une bonne douzaine d'années, il a fait sa réapparition grâce aux efforts d'un homme sans qui le jazz national ne serait pas tout à fait ce qu'il est : Alain Guerrini, directeur du CIM et fondateur de l'école de musique qui lui est associée. Guerrini a tout bonnement racheté les droits du disque à l'ancien producteur et a inscrit le microsillon sous son titre original — *les Double Six,* ni plus ni moins — au catalogue de sa propre compagnie, Open (référence : OP 15). Sachez qu'il ne s'en tiendra pas là : le premier album du groupe et un recueil d'inédits doivent être publiés dans quelque temps.

Pour beaucoup de jeunes amateurs, les Double Six, aux œuvres inaccessibles, étaient une légende. Ils vont pouvoir constater, à présent, que la réalité est encore plus fabuleuse.

Alain GERBER

India Song

«Charulata», de Satyajit Ray

Elle effleure les touches du piano, distraitement. Traverse une pièce, l'autre. Ecoute les bruits du dehors. Entrouvre le store d'une fenêtre. Court chercher ses jumelles de théâtre. Suit le parcours des passants d'une fenêtre à l'autre. Se retourne. Se dirige vers le couloir. Y passe un homme. Qui ne la voit pas. Le contemple s'éloignant en chaussant ses jumelles. Sans mot dire... Charulata s'ennuie. Charulata est désœuvrée. Son mari, l'homme tranquille et distrait qui ne l'a pas remarquée tout à l'heure, est tout entier absorbé par une chose : *La Sentinelle,* le journal politique qu'il a cré et qu'il dirige... Un homme de bien, pourtant, ce Bhupati. Qui n'hésite pas à accueillir chez lui Amal, son jeune cousin, écrivain en herbe, à qui il demande même de tenter de faire éclore le talent littéraire de Charulata. Talent qu'il a deviné en elle. Mais lui, bien évidemment, n'a pas le temps de s'en occuper... Satjajit Ray, qui réalisa *Charulata* en 1964, avoue lui-même qu'il est un de ses films préférés. Tout en finesse, en pudeur de sentiments, en pureté de ton et de style, c'est un superbe portrait de femme qu'il a mis en images. Celui de l'épouse lettrée d'un riche bourgeois, dans les années 1980, au Bengale.

Enclose en son palais doré, Charulata brode, Charulata rêve, Charulata tyrannise sa belle-sœur qui refuse de jouer aux cartes avec elle, Charulata lit, beaucoup. Charulata, insensiblement, s'éprend du jeune cousin de son mari. Le jalouse parce qu'il a réussi à faire publier la nouvelle qu'il a écrite, à côté d'elle, dans le beau cahier qu'elle avait confectionné, spécialement pour lui. Puis, en cachette de tous, écrit aussi. Est publié...

Œuvre féministe avant la lettre — inspirée d'une nouvelle de Rabindranath Tagore — qui plaide avec ferveur pour l'épanouissement de la femme, *Charulata* est un film tout en subtiles nuances — une inexprimable — pas moins qu'inexprimée par les mots; seuls l'image, les visages, suffisent — poésie. Un chef-d'œuvre du maître indien. Sensible, émouvant. D'une infinie délicatesse.

C.-M.

Mardi 16 juin

19 h 35 — TF1 Actualités.

20 h 10 — Campagne électorale.

20 h 55 — La République nous enseigne. L'école gratuite obligatoire laïque a cent ans.
Emission de Claude Santelli.

21 h 50 — Frédéric, une nouvelle naissance. « Frédéric passe avec le temps et le vent, et reste dans les rêves. »
Emission de Daniel Karlin.

23 h 00 — TF1 Actualités.

19 h 35 — Journal.

20 h 10 — Campagne électorale.



Roger Mollien, Danielle Lebrun et Paul Crauchet dans *le Pain de fougère.* (Photo Interpress)

20 h 55 — Les Dossiers de l'écran.
Emission d'Armand Jammot.
Le film : le Pain de fougère *qui illustre ces Dossiers a été spécialement conçu pour l'émission. Réalisé par Alain Boudet, avec Paul Crauchet, Danièle Lebrun et Jean Desailly, il ouvrira le débat du jour :* « Les révoltes paysannes au XVIIe siècle »

23 h 40 — Journal.

19 h 00 — Soir 3.

19 h 10 — Actualités régionales.

19 h 30 — Télévision régionale.

19 h 45 — Les jeux de 20 heures.

20 h 10 — Campagne électorale.

21 h 00 — Le tendre piège.
Film de Charles Walters (1955). Avec Frank Sinatra, Debbie Reynolds, David Wayne.
Les démêlés sentimentaux d'un bel imprésario célibataire en butte aux assauts des jeunes filles subjuguées... Comment on en arrive à se fiancer deux fois. Comédie sentimentale sans génie, mais bien troussée.

22 h 35 — Soir 3.

Mercredi 17 juin

18 h 25 — Avis de recherche.

18 h 55 — Les paris de TF1.

19 h 20 — Tirage du loto.

19 h 35 — Actualités.

20 h 10 — Campagne électorale.

21 h 00 — Femmes, femmes, femmes. Premier épisode : « L'ange noir ».
De Guillaume Hanoteau et Marie-Louise Daunot.
Avec Amarande, Renée Faure, Nathalie Nerval.
Une bonne sœur à moto fait du hard-rock avec des loubards. Dieu, quelle modernité !

22 h 30 — La rage de lire. Splendeur et misère des Indiens. De Georges Suffert.
Avec Yves Berger (*le Fou d'Amérique,* Grasset) ; Anna Lee Waldo (*la Dernière Piste de Sacajawa, Pigmalion), Jean Guiloineau (traducteur de Creek Mary,* de Dee Brown, chez Stock) ; et Jacques Meunier (*Maïra,* de Darcy Ribeiro, Gallimard).

23 h 40 — Actualités.

18 h 30 — C'est la vie. Magazine présenté par Noël Mamère.

18 h 50 — Des chiffres et des lettres.
Emission-jeu d'Armand Jammot.

19 h 10 — Actualités régionales de FR3.

19 h 35 — Journal.

20 h 10 — Campagne électorale.

20 h 55 — Collaroshow. De Stéphane Collaro et Jacques Clément. Avec Eddie Grant, Keith Marshal, Celmar, Sofie Kremen, Odeurs, Jona Lewi et Kim Carnes.

22 h 00 — Objectif demain. Quand l'homme domestique l'insecte.
Magazine scientifique de Laurent Broomhead.

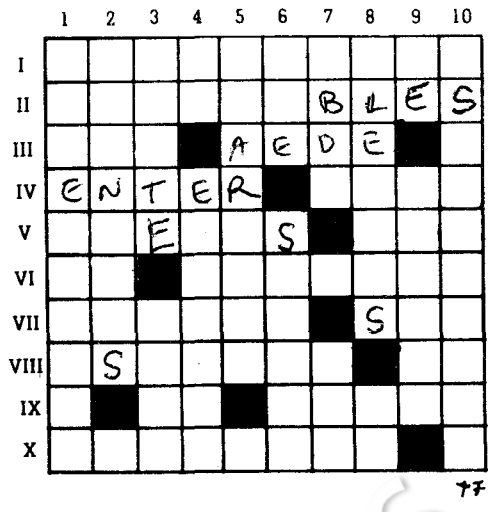
23 h 00 — Journal.

20 h 10 — Campagne électorale.

21 h 00 — Parfum de femme.
Film de Dino Risi (1974). Avec Vittorio Gassman, Alessandro Momo, et Agostina Belli.
Superbe parabole sur l'homme, muré dans son orgueil et littéralement aveugle, qui ne trouvera son chemin que grâce à la femme, et la femme, par son parfum. Drôle, fort, émouvant, ce film aux belles couleurs romaines repose sur les robustes épaules de Vittorio Gassman au mieux de sa forme. Papillonnant autour de ce géant à grande gueule, l'adorable Agostina Belli, dont il ne verra jamais les yeux bleus... Qui a dit chef-d'œuvre ?

22 h 40 — Soir 3.

Mots croisés par Lionel

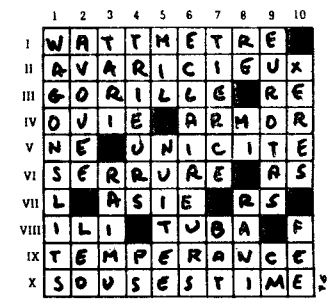


PROBLEME n° 77

Horizontalement. — I. Facilite le rangement chez des gens ordonnés. - II. Susceptibles de transformations. - III. Bien suffisant. Poète antique. - IV. Greffer. Menace insulaire. - V. Ils ont un Charles pour roi. Une tante n'en donne pas cher. - VI. S'adresse à un ami. Permet d'y voir clair. - VII. - Département. Conclusion cartésienne. - VIII. - Remarquable pour un géomètre. Article. - IX. Haut de gamme. Apparaît souvent vert en hiver. - X. Fournit un grain pour le combattre.

Verticalement. — 1. Les cancres assimilent bien ce qu'on y dispense au collège. - 2. Qui n'ont pour l'heure pas de sens. - 3. Baudroie en mer. Noir. - 4. Troisième homme. Anaconda. - 5. Le bord pour qui fait la planche. - 6. Vieil emplumé. Où Vigny se pose en victime. - 7. Seconde. Chef en herbe. - 8. Plantes des bois. Préposition. - 9. Ile-de-France. Petite glose. - 10. Est réduit au minimum chez qui a beaucoup à dire.

SOLUTION DU n° 76



SELECTION RADIO

Mardi 16 juin

FRANCE-CULTURE

18 h 30 — Mastro Don Gesualdo.
De Giovanni Verga.
Adapté par Simone de Vergennes et Armand Meffre.

19 h 00 — Informations.

19 h 25 — Jazz à l'ancienne.

19 h 30 — Sciences. Planète en évolution.
Emission de Nicolas Skrotzky.

20 h 00 — Dialogues franco-espagnols.
Emission de Roger Pillaudin. Avec Radio Nacional de Espana.

21 h 15 — Musique de notre temps.

22 h 30 — Nuits magnétiques.

23 h 55 — Informations.

FRANCE-MUSIQUE

18 h 30 — Quotidien concert.
Musique chorale.

20 h 00 — Journal.

20 h 05 — Premières loges. Schumann et Brahms.

20 h 30 — Festival de Lille 1980.

22 h 00 — Cycle acousmatique.

23 h 00 — Ouvert la nuit. Verdi, Kagel, Eimert, Bach.

Mercredi 17 juin

FRANCE-CULTURE

18 h 30 — Mastro Don Gesualdo.
Dernière partie.
De Giovanni Verga.

19 h 00 — Informations.

19 h 25 — Jazz à l'ancienne.

19 h 30 — La science en marche.

20 h 00 — La musique et les hommes. Première rencontre de l'Ecole du Louvre.
Emission de Rémy Stricker.

22 h 30 — Nuits magnétiques.

23 h 55 — Informations.

FRANCE-MUSIQUE

18 h 30 — Quotidien concert.

20 h 05 — Les chants de la terre.

20 h 30 — Musiques sacrées.
Rossini : *Stabat Mater ;* Verdi : *Quatre pièces sacrées.*

23 h 00 — Ouvert la nuit. Mémoires de la musique.
Le lied schubertien.
Producteur : Alain Lacombe.

Combat SOCIALISTE

Claude Germon, directeur de la publication.

Claude Gault, rédacteur en chef ; **Ghislaine Toutain, Edouard Bailby, Michel Friedman, Guy de Faramond, Jean Weber,** chefs de service ; **Jean-François Huchet**, secrétaire général ; **Jean-Jacques Salmon**, secrétariat de rédaction.

Jean-Claude Karsenty, administrateur ; **Patrick Ducheyron**, ventes.
Rédaction : 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité Paris : René Lenormand,
7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité Province : OFRES, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. Tél. 285.72.57.
Impression : PIO, 1, boulevard Ney, 75019 Paris.
Commission paritaire : n° 52224.

FÉDÉRATION DU LIVRE — MARQUE SYNDICALE

**Pour mes idées,
pour que la presse socialiste vive**

**JE M'ABONNE A
*COMBAT SOCIALISTE***

☐ Abonnement de soutien : 1 000 F
☐ Un an : 550 F
☐ 6 mois : 300 F
☐ Par trimestre : payez 150 F tout de suite
☐ Prélèvement automatique (un formulaire vous sera expédié par retour). Pour un an : 150 F par trimestre.

ABONNEMENT COUPLÉ :
« *COMBAT SOCIALISTE* », 5 jours
« *L'UNITÉ* », hebdomadaire, le 6e jour

☐ Un an : 650 F
☐ 6 mois : 360 F

RÉDIGEZ VOTRE CHÈQUE
à l'ordre de « Trésorerie PS - Compte presse »
10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....

Avec Charles Hernu, les premiers pas vers l'armée nouvelle...



Charles Hernu, ministre de la Défense, visite mardi après-midi le VIIIe Salon de Satory, dans les Yvelines. Il s'agit de l'exposition des matériels et armements terrestres réservée aux « professionnels » et particulièrement aux clients étrangers. Elle a lieu tous les deux ans, comme le salon du Bourget pour l'armée de l'air.

Plus de deux cents industriels du secteur privé ou des établissements de l'Etat présentent environ 1 800 équipements ou systèmes d'armes nouveaux. Cela va du char de combat au missile, du véhicule utilitaire à l'appareil de télécommunication. Parmi les vedettes du salon : les chars de combat AMX 30 B 2 de l'armée française, AMX 32, réservés à l'exportation, AMX 10 RC, nouveau char à roues, le missile antinavire MM 40 en version côtière, et une nouvelle munition : l'obus lance-mine antichar.

En visitant cette exposition ouverte depuis lundi, Charles Hernu rencontre les représentants de cinquante-cinq délégations étrangères invitées, et doit prononcer à dix-huit heures un important discours devant ce public où figureront le vice-président égyptien, Hosni Moubarak, et son ministre de la Défense, le général Halim Abou-Ghazala ; le ministre de la Défense de Côte-d'Ivoire, Jean Konnan-Banny ; le ministre mexicain de la Défense, le général Félix Galvan Lopez, et le ministre pakistanais de la Défense, Ali Ahmad Talpur... tous invités du gouvernement français.

Une armée efficace

Cette visite sera évidemment l'occasion pour Charles Hernu (élu aux législatives dès le premier tour) de rencontrer une nouvelle fois des militaires français, avec lesquels les contacts sont des plus heureux. Il a déjà rendu visite aux états-majors de l'Air et de la Marine. Il verra le vendredi 26, l'Etat-major de l'Armée de Terre, et de la Gendarmerie par la suite.

Il a déjà pu constater que la France dispose d'une armée qui fonctionne bien, capable de faire face aux missions les plus diverses comme de secourir des Français à l'étranger ou d'aller nettoyer les plages. L'un de ses soucis est de faire en sorte qu'elle ne reste pas écartée de la nation, qu'elle ne s'enferme pas en un monde clos. La discipline doit y être consentie non comme un objectif en soi, mais en fonction d'objectifs supérieurs. On se souvenait parfois que le soldat est un citoyen avec tous ses droits civiques. Il doit pouvoir être un citoyen-soldat. C'est pourquoi, plus que la durée du service militaire, c'est son contenu qui est important.

Pour une armée nouvelle

Cette disposition d'esprit est en partie le fruit du travail qui s'est effectué au sein du *Cercle Armée Nouvelle* dont le président est Charles Hernu, et dont le secrétariat général est assuré par Jean-François Dubos.

Il s'agit d'un club de réflexion qui continue à fonctionner sans prendre pour autant l'allure d'un organisme parallèle et sans se sustituer aux services officiels. Il rassemble des officiers retraités, des universitaires, et des personnalités intéressées par les problèmes de défense.

Le vendredi 19 juin, Charles Hernu recevra les membres de ce cercle à titre privé. Mais nul doute qu'on évoquera encore les grands problèmes de défense et les perspectives offertes à cette armée nouvelle...

Philippe LERAY

Les premières décisions du ministre de la Défense

Charles Hernu, ministre de la Défense, a déjà adopté les dispositions suivantes :

- Octroi de deux voyages gratuits pour permettre aux appelés d'aller voter chez eux pour les législatives.
- Levée des sanctions et participation à la rédaction de la loi d'amnistie.
- Rétablissement du dialogue pour créer un climat de confiance avec les militaires et les syndicats.
- Rétablissement de la parité des salaires dans les arsenaux avec la métallurgie parisienne.
- Remise en cause du dossier du Larzac, avec interruption de l'extension et négociations.
- Développement de la participation par l'audition des syndicats, le contrôle du fonctionnement des commissions régimentaires (qui rendent inutiles les comités de soldats), et convocation du conseil supérieur de la fonction militaire.
- Création de mille poste de gendarme.
- Décentralisation des manifestations du 14 juillet, qui auront lieu dans huit villes : les six sièges des régions militaires plus Strasbourg et Marseille. Animation par l'armée dans chaque ville.
- En projet : suppression des tribunaux permanents des forces armées, remplacés par des juridictions civiles spécialisées dépendant du ministère de la Justice.

Cour de sûreté

Un état d'urgence permanent

MICHEL LEGRAND, juge d'instruction à la Cour de sûreté de l'Etat, a finalement inculpé cinq des six personnes appréhendées la semaine dernière dans le cadre d'une opération anti-terroriste. Toutes étaient soupçonnées d'avoir participé au hold-up de Condé-sur-Escaut en 1979, au cours duquel 16 millions de francs avaient été dérobés. Ce hold-up avait été revendiqué par le mouvement Action directe, et deux des personnes appréhendées sont d'anciens membres du Groupe d'action révolutionnaire international (GARI).

On apprend d'autre part la mise en liberté de José Victori, militant du Front de libération national de la Corse (FLNC), qui avait été interpellé lundi matin à la suite d'un mandat d'amener lancé par la Cour de sûreté de l'Etat.

On peut s'étonner du soudain regain d'activité de cette Cour de sûreté de l'Etat, dont l'existence a toujours été contestée par les véritables démocrates, au moment, de plus, où plusieurs responsables du nouveau gouvernement se sont déclarés ouvertement favorables à son abolition.

Le maintien de cette juridiction d'exception est, en effet, intolérable dans un pays dont la Constitution prévoit l'instauration de l'état d'urgence. La permanence et l'institutionnalisation de cet état d'urgence à travers cette Cour de sûreté constitue une atteinte directe à la liberté de chaque citoyen. Pour Me Badinter, la situation est claire : « *On ne peut que souhaiter rapidement la disparition de cette juridiction d'exception.* »

P. P.

Réunion des Dix à Luxembourg

Les taux d'intérêt sur le tapis vert

***« Stratégie pour une défense monétaire européenne. »* Cette introduction, aux relents un tantinet militaristes, pourrait résumer les récentes discussions des ministres de l'Economie des Dix, réunis lundi à Luxembourg.**

EN effet, face à la hausse exorbitante des taux d'intérêt américains, ces derniers mois, l'asphyxie guette les économies européennes en général, et les PME françaises plus particulièrement. Ainsi un industriel déclarait-il récemment dans *Combat socialiste* (lundi 15 juin) : « *On en est maintenant à des taux de 21,6 %, soit une augmentation de 7 % par rapport aux 14,6 % du prix de l'argent avant l'élection présidentielle.* »

Outre cette dépendance de la capacité productive des entreprises à l'égard du marché financier international, la fragilité de la France se trouve accrue par les 30 % d'importations libellées en dollars (soit 5,75 francs actuellement).

« *La guerre des taux d'intérêt* » est donc ouvertement déclarée entre les Etats-Unis et la CEE. Les raisons américaines sont connues : lutter contre leur propre inflation. Mais, à la différence des pays européens, l'outil économique outre-Atlantique digère mieux ses hausses de prix par la dévalorisation de ses dettes. C'est du reste une constante de la politique économique américaine que d'accroître considérablement la masse des dettes dans les périodes d'incertitude monétaire.

Dans un tel contexte, le jeu européen est clair. Jacques Delors, après Claude Cheysson à Washington, en a rappelé les termes : « *Une unité européenne renforcée, une explication franche et amicale avec les USA.* » Autrement dit : « *Vous, les Américains, vous vous engagez à ramener rapidement les taux d'intérêt à un niveau supportable, et l'Alliance atlantique gardera sa cohésion. Dans le cas contraire..* »

On connaît la « sensibilité » du gouvernement Reagan aux problèmes de l'équilibre des forces dans le monde. Ceci devrait donc contribuer à cela...

Dans l'attente d'un compromis (inévitable?), les ministres des Dix se retrouveront le 6 juillet à Luxembourg pour affiner leur démarche face à ce que certains spécialistes, Rue de Rivoli, n'hésitent pas à qualifier de « *troisième choc pétrolier* ».

Michel RIVIERE

Hersant doit prouver qu'il est journaliste

Robert Hersant est astreint, à compter de lundi, à prouver sa qualité de journaliste, sous peine d'une amende de 2 000 F par jour.

Par référé déposé le 3 juin devant le tribunal de grande instance de Paris, la société des rédacteurs souhaite ainsi pouvoir revenir à une application stricte des statuts de la société de gestion du *Figaro* tels qu'ils ont été signés le 30 mars 1971, avant l'arrivée de Robert Hersant à la tête du journal. Selon ce protocole d'accord, le président du directoire est tenu d'être journaliste professionnel.

Par deux fois déjà, la société des rédacteurs est intervenue, par voie d'huissier, auprès de la direction, pour se faire communiquer les pièces justificatives ou le fichier du personnel, mais en vain.

Transat : l'espoir renaît chez les Français

A cinq jours environ de l'arrivée, l'espoir renaît chez les concurrents français de la course transatlantique en double à la voile. Marc Pajot a réussi en effet une réparation de fortune sur son hauban endommagé et est remonté à la quatrième place, derrière Chay Blith sur *Britanny Ferries GB*, Mike Birch sur *Télé-7-jours*, et Bruno Bacilieri sur *Faram Serenissima*.

Autres concurrents français malheureux, Jean-Yves Terlain et Christian Février ont repris espoir. Un cargo canadien ayant appareillé du Havre a en effet embarqué à son bord un safran et une grand-voile. Bien qu'étant hors course, ils auront la possibilité de se rendre à New York. Ils pourraient prendre part à la course retour New York - Brest, dont le départ initialement fixé au 4 juillet sera, selon toute vraisemblance, retardé.

Les concurrents bénéficient maintenant d'un temps relativement beau, mais le brouillard pourrait bien apparaître à l'approche des côtes américaines, favorisant le Canadien Birch qui les connaît parfaitement.

J.-J. SALMON